

Programme
des Nations Unies
pour le Développement



Ministère du Développement Rural

DAPS

Etudes sur les conditions de vie des ménages ruraux (ECVR)

ZONE V

**PROFIL DE LA PAUVRETE RURALE
ET CARACTERISTIQUES
SOCIO-ECONOMIQUES
DES MENAGES RURAUX
DE LA ZONE COTONNIERE
DU CENTRE-BENIN**

Fevrier 1996

République du Bénin

AVANT-PROPOS

Ce document a été rédigé en version préliminaire par Monsieur Hilaire Kotomalé puis finalisé par Messieurs Sylvain Larivière, Frédéric Martin et Ambroise Agbota Consultants PNUD et Raphaël Dansou de la DAPS/MDR sous la supervision de Messieurs Gilbert Aho et Djibrina Barry de l'Unité Economique du PNUD. Le traitement informatique des données a été effectué par Monsieur Félix Sessou Consultant national en Informatique du PNUD.

S'inscrivant dans le cadre des activités de l'observatoire sur les ménages ruraux, le présent document est le fruit des réflexions et concertations régulières et périodiques de nombreux cadres des directions techniques et des directions de la programmation, du suivi et de l'évaluation (DPSE) des six CARDER du Ministère du Développement Rural (MDR), des cadres de la cellule technique de la Dimension Sociale du Développement (DSD) et de l'INSAE du Ministère du Plan et de la Restructuration Economique(MPRE), de la Direction de la Promotion de l'Emploi (DPE), des consultants internationaux et nationaux avec le soutien technique et financier du PNUD et de l'UNICEF.

Ont participé à ces séances de travail, de revue mi-parcours et d'analyse des résultats de chacun des quatre passages :

- Messieurs les auteurs de ce document;

- Messieurs André Ganmavo, Yves Ajavon, Nazaire Ehoumi, Etienne Akpamoli, Emmanuel Foudah et Sossou Biadja Grégoire de la DAPS/MDR; Messieurs Pierre Basso et Bio Sourokou du CARDER Atacora; Messieurs Claude Adamazè, Toussaint Agbodémakou et Mesdames Omalara Adjadji et Lawani Alice du CARDER Atlantique; Messieurs Antonin Alavo et Bio Tabé du CARDER Borgou; Messieurs Frédéric Biaou et Donatien Zola du CARDER Mono; Messieurs Salomon Jekinnou et Sèïdi Sahabi du CARDER Ouémé; Monsieur Bonaventure Kouakanou du CARDER Zou; Messieurs Sylvestre Djogbénou de la DAGRI, Ibouaraïma Tiamiyou de la DANA et cyprien Sonon de l'ONASA;

- Mesdames Eléonore Soglo et Ramatou Osséni, Messieurs Christophe Migan et Isidore Houngbédji de la DPE/MTEAS;

- Messieurs Martin Gibril, Moussiliou Moustapha, Martin Laourou de l'INSAE; Messieurs Boukary et Ahyi de la DSD/MPRE;

- Messieurs Karim Andélé, Mohamed Cissé, Andrée Cossi et Souleymane Diallo de l'UNICEF.

Les auteurs tiennent à remercier Madame Anne Floquet et Messieurs Roch Mongbo, Michel Ahohounkpanzon, Maurice Bankolé et Guillaume Hounsou-vè pour leurs commentaires et apports qui ont permis d'améliorer le contenu du document. Les remerciements vont également vers les nombreux enquêteurs et contrôleurs, le personnel du projet BEN/87/023 "Planification macro-économique, sectorielle et régionale " du PNUD et tous les membres des nombreux ménages ruraux qui se sont prêtés à l'investigation.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	i
INTRODUCTION	1
 I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE	 3
1.1 Délimitations	3
1.2 Caractéristiques démographiques	3
1.3. Caractéristiques agro-écologiques	4
1.4. Infrastructures socio-économiques des villages de la zone	5
1.5. Organisations paysannes	7
 II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE	 8
2.1. Evolution des seuils de pauvreté rurale	8
2.2. Indicateurs de la pauvreté rurale	10
2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base	10
2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire	11
2.2.3 Incidence de la pauvreté globale	12
2.2.4. Ratio de déficit des dépenses	14
2.2.5. Coefficient de contribution	14
2.2.6. Pauvreté conjoncturelle et structurelle	15
 III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX	 16
3.1. Caractéristiques démographiques des ménages ruraux	16
3.2. Emplois des ménages ruraux	17
3.3. Revenus des ménages ruraux par source.	20
3.4. Dépenses globales des ménages ruraux	23
3.5. Dépenses alimentaires des ménages ruraux	25
3.6. Dépenses non alimentaires des ménages ruraux	31
3.7. Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux	33
3.7.1. Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans selon la classification de Waterlow	33

3.7.2. Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans	36
3.7.3. Utilisation des services socio-sanitaires	37
3.8. Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux	39
3.9. Patrimoine des ménages ruraux	43
IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES	46
4.1 Difficultés des chefs de ménages-hommes et des femmes en milieu rural . . .	46
4.2 Difficultés des ménages ruraux pauvres et non pauvres	47
4.3 Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages pauvres et non pauvres	49
V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA	55
5.1. L'évolution des prix sur les marchés ruraux	55
5.2. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux	56
5.3. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation non-alimentaire des ménages ruraux	56
5.4. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production vivrière des ménages ruraux	57
5.5. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production des cultures de rente des ménages ruraux	58
5.6. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux	59
5.7. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de commerce des ménages ruraux	59
5.8. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la solidarité communautaire des ménages ruraux	59

LISTE DES TABLEAUX

	Pages
Tableau 1.1 Superficie et population par Sous-préfecture de la zone cotonnière du Centre Bénin	4
Tableau 1.2a Infrastructures socio-économiques des villages de la zone cotonnière du Centre Bénin	6
Tableau 1.2b Infrastructures socio-économiques des villages de la zone cotonnière du Centre Bénin	6
Tableau 1.3 Organisations paysannes de la zone cotonnière du Centre Bénin	7
Tableau 2.1 Evolution des seuils de pauvreté rural de la zone cotonnière du Centre Bénin	8
Tableau 2.2 Evolution du rapport dépenses non-alimentaires sur dépenses alimentaires	9
Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire	12
Tableau 2.4 Répartition des ménages ruraux de la zone Cotonnière du Centre Bénin Centre-Bénin en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale	12
Tableau 2.5 Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG	14
Tableau 2.6 Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone à la pauvreté rurale nationale	14
Tableau 2.7 Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone cotonnière du Centre Bénin par passage	15
Tableau 2.8 Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone cotonnière du Centre Bénin	15
Tableau 3.1 a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone cotonnière du Centre Bénin	17
Tableau 3.1 b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone cotonnière du Centre Bénin	17
Tableau 3.2 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural de la zone cotonnière du Centre Bénin	18
Tableau 3.3 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural non pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	18

VI.	ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE	61
6.1.	Principes directeurs	61
6.2.	Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux	61
6.3.	Deuxième domaine d'intervention: l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux	66
6.4.	Troisième domaine d'intervention: Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale	68
6.5.	Quatrième domaine d'intervention: la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural	70

Tableau 3.4	Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	18
Tableau 3.5	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage de la zone cotonnière du Centre Bénin	20
Tableau 3.6	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage non pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	21
Tableau 3.7	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	21
Tableau 3.8	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural de la zone cotonnière du Centre Bénin	25
Tableau 3.9	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural non pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	25
Tableau 3.10	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	25
Tableau 3.11	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural de la zone cotonnière du Centre Bénin	26
Tableau 3.12	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	27
Tableau 3.13	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	27
Tableau 3.14	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural de la zone cotonnière du Centre Bénin	28
Tableau 3.15	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural non pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	28
Tableau 3.16	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	29
Tableau 3.17	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural de la zone cotonnière du Centre Bénin	30
Tableau 3.18	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural non pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	30
Tableau 3.19	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	30

Tableau 3.20	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural de la zone cotonnière du Centre Bénin	31
Tableau 3.21	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	32
Tableau 3.22	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du Centre Bénin	33
Tableau 3.23	Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone cotonnière du Centre Bénin selon la classification de Waterlow	33
Tableau 3.24	Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone cotonnière du Centre Bénin selon le sexe au cours des deux derniers passages	35
Tableau 3.25	Etat nutritionnel des enfants de la zone cotonnière du Centre Bénin selon les catégories socio-économiques	35
Tableau 3.26	Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone cotonnière du Centre Bénin	36
Tableau 3.27	Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone cotonnière du Centre Bénin selon le sexe au cours des deux derniers passages	37
Tableau 3.28	Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants de la zone cotonnière du Centre Bénin au cours des deux derniers passages	37
Tableau 3.29	Recours aux soins de santé des membres de ménages selon les différentes catégories socio-économiques de la zone cotonnière du Centre Bénin	38
Tableau 3.30	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone cotonnière du Centre Bénin dans différentes catégories socio-économiques	40
Tableau 3.31	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone cotonnière du Centre Bénin selon le sexe des membres	40
Tableau 3.32	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone cotonnière du Centre Bénin selon le sexe de l'enfant	41
Tableau 3.33	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone cotonnière du Centre Bénin selon le sexe de l'enfant	42
Tableau 3.34	Raisons de non scolarisation des enfants des ménages de la zone Cotonnière du Centre du Bénin selon le sexe	42
Tableau 3.35	Nombre moyen et pourcentage des maisons selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	43
Tableau 3.36	Nombre moyen des installations fixes selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	44

Tableau 3.37	Nombre moyen par type d'équipement agricole possédé par le ménage rural de la zone cotonnière du Centre Bénin	44
Tableau 3.38	Nombre moyen par type d'équipement ménager possédé par le ménage rural de la zone cotonnière du Centre Bénin	45
Tableau 3.39	Nombre moyen par espèce d'animaux possédé par le ménage rural de la zone cotonnière du Centre Bénin	45
Tableau 4.1	Principales difficultés citées par les chefs de ménages hommes	47
Tableau 4.2	Principales difficultés citées par les femmes	47
Tableau 4.3	Principales difficultés citées par les ménages non pauvres	48
Tableau 4.4	Principales difficultés citées par les ménages pauvres	48
Tableau 4.5	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres	50
Tableau 4.6	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres	50
Tableau 5.1	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone	56
Tableau 5.2	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone	57
Tableau 5.3	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	57
Tableau 5.4	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	58
Tableau 5.5	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	58
Tableau 5.6	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	58
Tableau 5.7	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	59
Tableau 5.8	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	59

Tableau 5.9	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la solidarité communautaire des ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	60
-------------	---	----

LISTE DES GRAPHIQUES ET FIGURES

Graphique 2.1	Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non alimentaire au niveau de la zone cotonnière du Centre Bénin	9
Graphique 2.2	Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales par trimestre dans la zone cotonnière du Centre Bénin	13
Graphique 2.3	Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales par trimestre dans la zone cotonnière du Centre Bénin	13
Graphique 3.1	Répartition du temps moyen de travail des ménages de la zone cotonnière du Centre Bénin selon les différentes activités	19
Graphique 3.2	Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone cotonnière du Centre Bénin selon les catégories socio-économiques	20
Graphique 3.3	Source des revenus des ménages ruraux non pauvres de la zone cotonnière du Centre Bénin	22
Graphique 3.4	Source des revenus des ménages ruraux pauvres de la zone cotonnière du Centre Bénin	22
Graphique 3.5	Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	23
Graphique 3.6	Structure des dépenses de consommation selon les catégories de ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	24
Graphique 3.7	Evolution des dépenses de consommation alimentaires et non alimentaires des ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	24
Graphique 3.8	Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	26
Graphique 3.9	Structure des dépenses de consommation non alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin	32
Graphique 3.10	Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel au niveau de la zone cotonnière du Centre Bénin	34

Graphique 3.11 Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés au niveau de la zone cotonnière du Centre Bénin	34
Graphique 3.12 Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-économiques au niveau de la zone cotonnière du Centre Bénin	38
Graphique 3.13 Répartition des membres des ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin selon leur niveau d'éducation	39
Graphique 3.14 Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre Bénin selon le sexe	40
Graphique 3.15 Taux de scolarisation des enfants de la zone cotonnière du Centre Bénin selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux	41
Graphique 3.16 Raisons de non scolarisation des enfants de la zone cotonnière du Centre Bénin	43
Graphique 5.1 Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone Cotonnière du Centre-Bénin	55
Figure 6.1 Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurale	62
Figure 6.2 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux	65
Figure 6.3 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux	68
Figure 6.4 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale	70
Figure 6.5 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural	71

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

APV:	Agent Polyvalent de vulgarisation (ex AVA: Agent de Vulgarisation Agricole)
CARDER:	Centre d'Action Régionale pour le Développement Rural
CCS:	Centre Communal de Santé
CLCAM:	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuelle
DANA:	Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée
DSA:	Dimensions Sociales de l'Ajustement
DTC3:	Troisième dose du vaccin contre la Diphtérie, le Tétanos et la Coqueluche
EBC:	Enquête Budget Consommation
ECVR:	Enquête sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux
EPPR:	Etude sur les Perceptions de la Pauvreté en milieu Rural
FAO:	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
IEC:	Information, Education et Communication
INSAE:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
MDR:	Ministère du Développement Rural
ONG:	Organisation Non Gouvernementale
PAM:	Programme Alimentaire Mondial
PDRI:	Projet de Développement Rural Intégré
PNUD:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPSA:	Projet Pilote de Sécurité Alimentaire
SIBC:	Système d'Information à Base Communautaire
SNV:	Service Néerlandais des Volontaires
SPA:	Seuil de Pauvreté Alimentaire
SPG:	Seuil de Pauvreté Global
SPNA:	Seuil de Pauvreté Non Alimentaire

TRO:	Thérapie de Réhydratation Orale
UNICEF:	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UVS:	Unité Villageoise de Santé
VAR:	Vaccin Anti Rougeoleux

INTRODUCTION

En parallèle à la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel, le gouvernement béninois et les agences d'aide ont accordé une attention particulière à la lutte contre la pauvreté. L'approche Dimensions Sociales de l'Ajustement (DSA) a été initiée conjointement en 1988 par la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque Africaine de Développement avec le soutien de nombreux organismes bilatéraux de coopération.

Un des problèmes auxquels ils font face pour définir leurs interventions est le manque de connaissances sur les conditions de vie en milieu rural. La Banque mondiale a publié un rapport sur la pauvreté en 1994 qui constitue une très bonne étude documentaire basée sur les données existantes complétées par une enquête qualitative. La seule enquête en profondeur sur les conditions de vie est l'enquête budget-consommation (EBC) menée par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique en 1986/87, ce qui fait déjà dix (10) ans. Il y avait donc un besoin pour une enquête nationale actuelle sur les conditions de vie en milieu rural et la pauvreté rurale, d'autant plus que la dévaluation du F.CFA de janvier 1994 a certainement modifié les conditions de vie des ménages.

Le PNUD et le Ministère du Développement Rural (MDR) dans le cadre de la mise en place d'un **observatoire sur les ménages ruraux** ont d'abord réalisé une étude qualitative sur les perceptions des dimensions de la pauvreté, du bien-être et de la richesse en milieu rural (EPPR) en 1993/94 afin d'orienter l'étude sur les conditions de vie en milieu rural (ECVR) menée en 1994/95 avec la collaboration de l'UNICEF en ce qui concerne les volets nutritionnel et sanitaire.

Les **objectifs** de l'étude sur les conditions de vie en milieu rural étaient les suivants:

- 1) fournir une vision actuelle des conditions de vie en milieu rural dans tout le pays;
- 2) établir un profil de la pauvreté en milieu rural;
- 3) proposer des mesures d'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

Ces objectifs devaient être atteints avec un minimum d'argent et de temps. On a donc privilégié des enquêtes les plus légères possibles tout en respectant les procédures statistiques habituelles. L'ECVR a suivi le zonage agro-écologique du MDR pour tenir compte de la diversité des situations des ménages ruraux et mener des analyses sur des ensembles géographiques relativement homogènes.

Ce document présente la synthèse des résultats de l'étude sur les conditions de vie des ménages ruraux dans la **ZONE COTONNIERE DU CENTRE-BENIN**. Le document est divisé en six grandes parties.

La première partie fait une présentation générale des caractéristiques démographiques, agro-écologiques et des infrastructures socio-sanitaires de la zone.

La deuxième partie analyse l'incidence et la profondeur de la pauvreté en milieu rural. Elle présente l'évolution des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire au cours de l'année et analyse l'impact des changements saisonniers de prix sur la prévalence de la pauvreté dans la zone.

La troisième partie est la plus substantielle dans la mesure où elle présente les caractéristiques socio-économiques des ménages ruraux. Une analyse détaillée par catégorie de ménages pauvres et non-pauvres est présentée comparant les caractéristiques démographiques, le temps de travail par type d'activité économique, les sources et le niveau des revenus, le niveau et la structure des dépenses de consommation alimentaire et non-alimentaire par type de produit, l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans, le degré d'utilisation des services socio-sanitaires, le niveau d'éducation, la fréquentation scolaire et le patrimoine des ménages.

La quatrième partie du rapport présente une analyse des principaux problèmes rencontrés par les ménages ruraux dans l'exercice de leurs activités économiques. Elle compare les ménages appartenant à différentes catégories socio-économiques (Chef de ménage homme, femme, pauvre et non-pauvre). L'analyse identifie les principales causes de ces difficultés et les solutions qu'ont adoptées les ménages pour remédier à ces problèmes.

La cinquième partie aborde les impacts spécifiques de la dévaluation du FCFA sur le comportement des ménages ruraux et analyse les effets de cette mesure sur leurs activités économiques et la solidarité communautaire.

La dernière partie du rapport formule des orientations pour l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la pauvreté rurale dans la zone. Cette partie discute dans un premier temps des principes directeurs qui doivent soutenir les actions pour qu'elles soient efficaces et durables. Les autres sections sont consacrées aux divers domaines d'interventions qui pourraient améliorer les conditions de vie des ménages ruraux tout en mettant l'accent sur les actions spécifiques à mener en direction des ménages défavorisés.

Un document synthèse a également été rédigé au niveau national. Il complète celui-ci dans la mesure où il permet de comparer les zones les unes par rapport aux autres.

La méthodologie détaillée de l'étude et de l'analyse des données fait l'objet d'un document séparé. On y retrouve tous les éléments concernant les questionnaires d'enquête, la méthode ayant permis le calcul des seuils de pauvreté de même que le plan d'analyse détaillé des données des enquêtes ménages et prix.

ZONE COTONNIERE DU CENTRE-BENIN

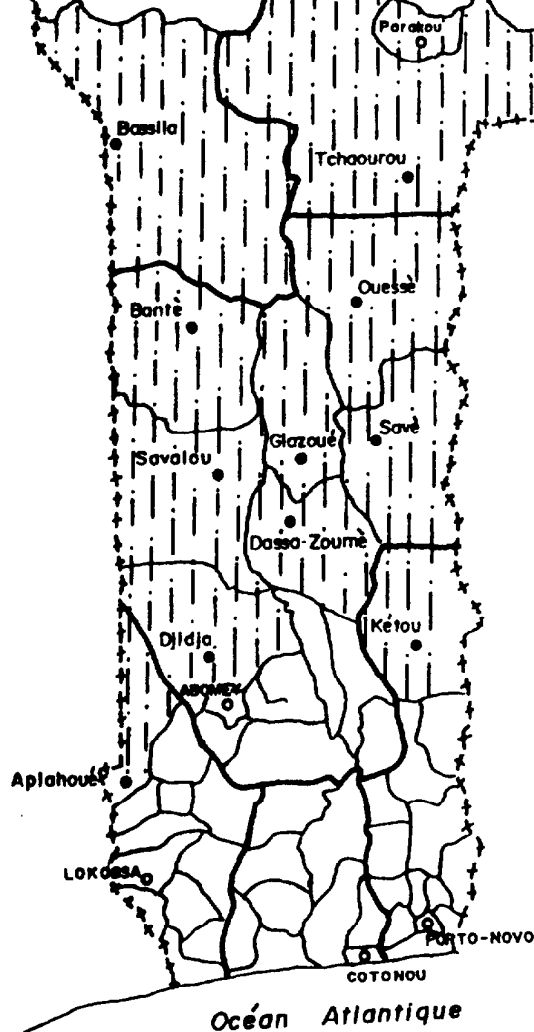
BURKINA FASO

N I G E R




N I G E R I A

T
O
G
O



LEGENDE

- ++++ Limite d'Etat
- ~~~~~ Limite de Département
- ~~~~~ Limite de Sous-Préfecture
- Chef-Lieu de Département
- Chef-Lieu de Sous-Préfecture
-  Zone Indiquée

ECHELLE
0 25 50Km

I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

1.1 Délimitations

La zone 5 est désignée sous le nom de « *Zone Cotonnière du Centre-Bénin* » de par sa situation géographique et du fait que le coton constitue la principale culture de rente largement pratiquée dans toutes les sous-préfectures de la zone.

Elle s'étend sur le territoire des sous-préfectures de BASSILA dans le département de l'Atacora, de PARAKOU et de TCHAUROU dans le département du Borgou, de OUESSE, BANTE, SAVE, SAVALOU, GLAZOUE, DASSA et DJIDJA dans le Département du Zou, d'APLAHOUE dans le département du Mono et de KETOU dans le département de l'Ouémé (cf carte de la page suivante). Cette zone couvre une superficie de 31.722 km² soit 27,6 % de la superficie du territoire national dont environ 75 % sont cultivables.

1.2 Caractéristiques démographiques

En 1992, la population totale de la Zone Cotonnière du Centre-Bénin est de 650.349 habitants dont 315.089 hommes et 335.260 femmes¹. La densité moyenne (21 habitants au km²) qui est relativement faible est inégalement répartie. On y distingue des espaces :

- de faible occupation à Bassila et Parakou (densité inférieure à 10 habitants/km²) ;
- moyennement denses pour Ouessè et Bantè (densité comprise entre 10 et 20 hbts/km²) ;
- relativement denses sur le reste de la zone (densité supérieure à 20 hbts/km²).

La population rurale est de 515.796 habitants (79,3 %) contre une population urbaine de 134.553 habitants (20,7 %). La population moyenne par village est d'environ 1645 habitants dans la zone cotonnière du Centre-Bénin où l'on compte par ailleurs 235 ménages par village.

La population active dans toute la zone est de 455244 habitants, soit 70 % de la population totale. Parmi ces actifs on dénombre 412637 actifs agricoles soit 91 % . Ceci montre l'importance des activités agricoles dans la zone.

Les principales ethnies de la zone sont :

- dans l'Ouémé (Sous-Préfecture de Kétou) : les holi, nago et yoruba;
- dans le Mono (Sous-Préfecture d'Aplahoué) : les adja
- dans le Zou : les fon, les nago, les yoruba et les idatcha
- dans l'Atacora (Sous-Préfecture Bassila) : les anni, nago, kotocoli et lokpa ;
- dans le Borgou (Sous-Préfectures de Parakou et de Tchaourou) : les bariba, peulh et nago.

^{1/} Données du deuxième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH2), 1992

Tableau 1.1 Superficie et population par sous-préfecture de la zone cotonnière du Centre Bénin

Département	Sous-préfecture	Superficie km ²	Population totale (hts)	dont		Densité hts/km ²
				Hommes	Femmes	
Atacora	Bassila	5661	46416	23290	23126	8
Borgou	Parakou					
Borgou	Tchaourou	7256	66382	33656	32726	9
Mono	Aplahoué	915	77491	36444	41047	85
Ouémé	Kétou	1775	62404	315089	335260	35
Zou	Banté	2675	46699	23140	23559	17
Zou	Dassa	1711	64065	30738	33327	37
Zou	Djidja	2184	57372	26967	30405	26
Zou	Glazoué	1754	59405	28246	31159	34
Zou	Ouessè	2879	52071	25430	26641	18
Zou	Savalou	2674	72641	34600	38041	27
Zou	Savè	2228	45403	22620	22779	20
Zone 5		31722	650349	315089	335260	21

Source : INSAE, RGPH2, Novembre 1994

1.3 Caractéristiques agro-écologiques

Le climat est de type soudano-guinéen à deux saisons pluvieuses difficilement remarquables dans les sous-préfectures de Bassila (Atacora), Parakou et Tchaourou (Borgou) et comporte assez d'aléas. La hauteur normale de pluie est comprise entre 800 et 1400 mm et le nombre total de jours de pluie dans l'année varie entre 80 et 110. Les pluies sont inégalement réparties : les régions de collines bénéficient de l'influence des montagnes et les régions plus au Sud subissent l'influence maritime.

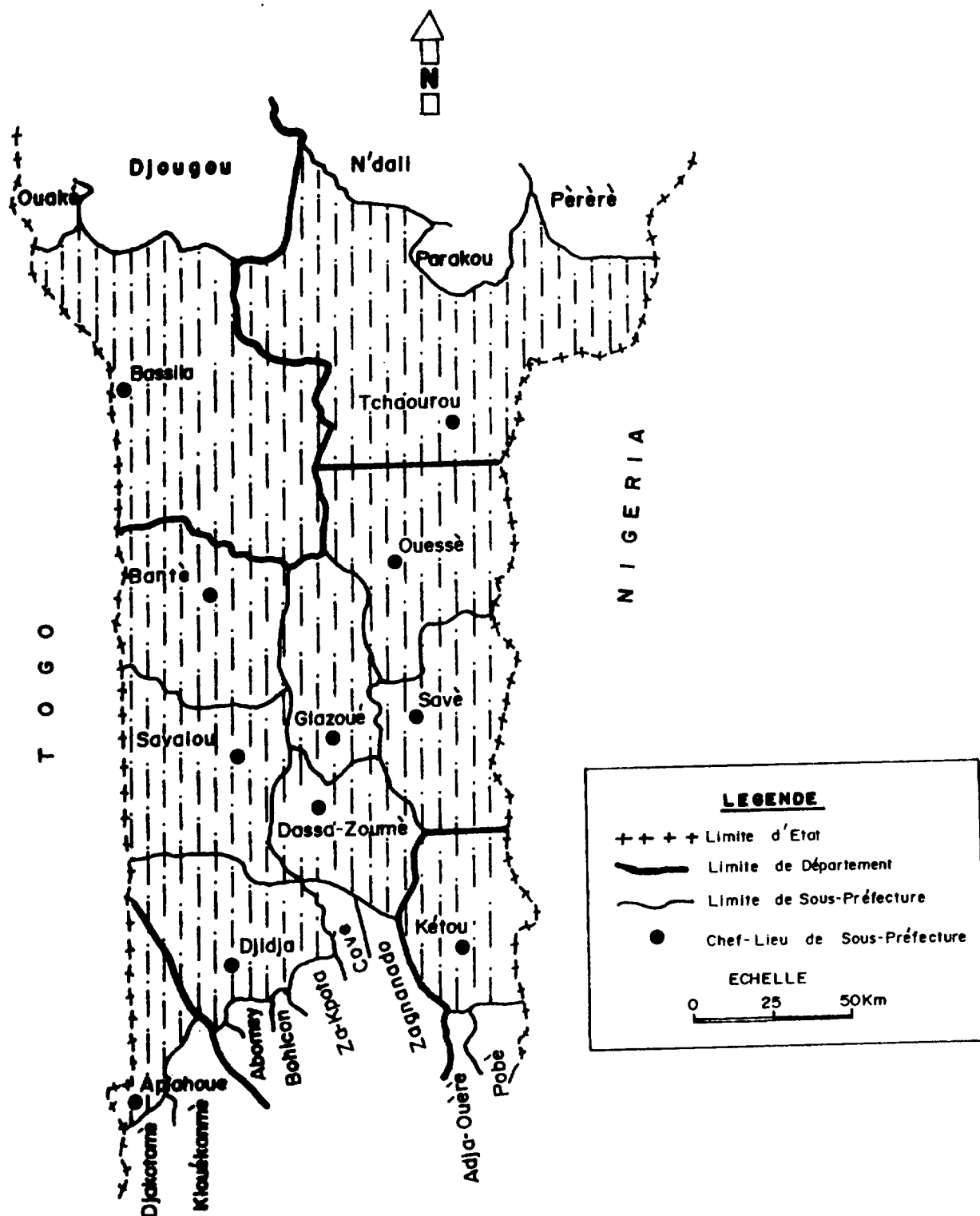
La zone est assez homogène, couvrant une pénéplaine modelée sur un socle précambrien et dominée par des collines de 300 m en moyenne d'altitude. La savane arborée à *Daniella oliveiri* est la végétation dominante de la zone ; elle est plus prononcée vers le Nord. Les essences les plus rencontrées de nos jours sont le karité, le néré et le caïllédrat. L'Iroko a presque disparu.

Elle est traversée sur sa longueur du Nord au Sud par le fleuve Ouémé et ses deux affluents importants, les fleuves Zou et Okpara. D'autres rivières permettent d'assurer partiellement la couverture des besoins en eau des populations. Cependant l'insalubrité de ces eaux expose les populations à de nombreuses maladies dont notamment le ver de guinée ou dracunculose qui handicape les actifs agricoles sur une longue période de l'année.

La zone abrite quelques forêts classées fortement menacées par les actions de l'homme : recherche de terres fertiles ; exploitation de bois d'oeuvre et de chauffage. L'Etat a contribué à la valorisation et à la sauvegarde du patrimoine forestier par des plantations domaniales de teck et d'anacardiens. Par ailleurs, des actions pilotes d'aménagement forestier avec la participation des populations riveraines sont en cours dans le cadre du Projet de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN).

Les sols sont de type ferrugineux tropical sur socle cristallin aux caractéristiques très variables. Ces sols sont lessivés, plus ou moins concrétionnés dans certaines localités comme Bassila, Parakou et Tchaourou où on rencontre également des sols sableux et sablo-argileux.

ZONE COTONNIERE DU CENTRE-BENIN



Dans cette zone on note encore une disponibilité des terres avec cependant une forte tendance à la réduction dans les localités de Dassa, Savalou et Savè à cause des collines. On rencontre également des sols noirs et hydromorphes dans les vallées des fleuves et des rivières qui traversent la zone.

L'agriculture itinérante sur brûlis est la pratique originelle dans les localités de Ouèssè et Savè qui fait aujourd'hui place à un système de culture basée sur l'alternance jachère-cultures. Dans les localités de Dassa et de Glazoué la nature et l'importance des collines et la pression démographique limitent quelque peu cette pratique. Le système d'enfouissement des herbes lors du billonnage est très répandu dans certaines localités (Savè, Dassa, Glazoué et Ouèssè) et constitue un apport en matière organique non négligeable. Le système de culture regroupant le palmier, l'arachide, l'igname, le manioc, le coton, la canne à sucre, le tabac, les cultures maraîchères et le riz est fortement influencé par les fluctuations des précipitations .

1.4 Infrastructures socio-économiques des villages de la zone

Par rapport à l'échantillon, la zone est relativement démunie en infrastructures socio-économiques vitales. En effet, on observe que :

- chaque village dispose en moyenne de 2 fontaines/forages publics fonctionnels soit une charge de 886 habitants par point d'eau contre une norme de 300 habitants. Il s'agit, cependant d'une couverture meilleure par rapport à d'autres zones en raison de l'intérêt que beaucoup de partenaires accordent à l'éradication du ver de guinée dans la zone.
- un village sur quatre se trouve enclavé, c'est-à-dire qu'il n'est pas accessible saisonnièrement et/ou pas du tout par camion, comme le montrent les données du tableau 1.2. L'état des pistes existantes est en général mauvais.
- environ 75 % des villages disposent d'un magasin de stockage d'intrants alors qu'en zone cotonnière il en faudrait au moins un par village.
- les infrastructures sanitaires font aussi défaut. Pour les 20 villages enquêtés, on dénombre un seul dispensaire et aucune Unité Villageoise de Santé (UVS) fonctionnelle. Cependant 55 à 60 % des villages disposent d'une infrastructure sanitaire dans un rayon de 5 km. On compte moins d'un marché pour deux villages. Ces marchés sont en général éloignés des chefs-lieux de sous-préfectures.
- bon nombre des infrastructures scolaires dénombrés se trouvent dans un état de délabrement assez avancé dans cette zone qui compte en moyenne une école primaire par village.

Tableau 1.2a : Infrastructures socio-économiques des villages de la zone cotonnière du Centre Bénin

Infrastructures socio-économiques	Nombre recensé	Nombre moyen par village
Ecoles primaires	20	1,0
Dispensaires	1	0,1
Maternités	0	0,0
Unités villageoises de santé fonctionnelles	0	0,0
Cabinets médicaux	4	0,2
Dépôts pharmaceutiques	3	0,3
Fontaines et forages publics fonctionnels	37	1,9
Boutiques	11	0,6
Banques de céréales	0	0,0
Magasins de stockage d'intrants	15	0,8
Marchés	8	0,4

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995
 Nombre total de villages = 20

Tableau 1.2b : Infrastructures socio-économiques des villages de la zone cotonnière du Centre Bénin

Infrastructures socio-économiques	Nombre de villages concernés	%
Villages ayant un dispensaire dans un rayon de 5 km du village	11	55,0
Villages ayant une maternité dans un rayon de 5 km du village	12	60,0
Village accessibles par camion en permanence	15	75,0
Villages accessibles par camion de manière saisonnière	4	20,0
Villages non accessibles en camion	1	5,0
Villages accessibles par vélo en permanence	19	95,0
Villages accessibles par vélo de manière saisonnière	1	5,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995
 Nombre total de villages = 20

1.5 Organisations paysannes

En matière d'organisation du monde rural, il a été dénombré un groupement villageois (GV) fonctionnel par village-échantillon, ce qui semble concorder avec la vocation cotonnière de la zone.

Tableau 1.3. Organisations paysannes de la zone cotonnière du centre Bénin

Type de groupement	Nombre	Nombre moyen par village
Groupements villageois fonctionnels	19	1,0
Groupements à vocation coopérative fonctionnels	24	1,2
Groupements de jeunes fonctionnels	41	2,1
Groupements de femmes fonctionnels	25	1,3
Groupes de tontines fonctionnels	51	2,6
Groupements d'entraide mutuelle fonctionnels	37	1,9

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Nombre total de villages = 20

Les villages de cette zone comptent en moyenne 1,2 groupement à vocation coopérative (GVC) et 2,1 groupements de jeunes. Ces chiffres paraissent très faibles eu égard à la population moyenne par village et traduisent certainement la désaffection des producteurs ruraux pour les coopératives de production jadis créées sur l'initiative des pouvoirs publics.

Par contre, l'importance relative des groupes de tontine par village (2,6 par village) illustre l'intérêt manifesté par les ménages pour des circuits informels de mobilisation d'épargne et de crédit au moment où des circuits formels paraissent peu adaptés au financement du monde rural.

II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE RURALE

2.1 Evolution des seuils de pauvreté rurale

Pour l'analyse de l'ampleur et de la profondeur de la pauvreté dans la zone, trois seuils ou lignes de pauvreté ont été définis de la manière suivante :

- * **Le seuil de pauvreté alimentaire (SPA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire à un individu ou à un ménage pour se procurer un panier de biens alimentaires qui respecte à la fois les normes nutritionnelles d'un régime alimentaire équilibré et les habitudes de consommation de la population rurale considérée ;
- * **Le seuil de pauvreté non-alimentaire (SPNA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire pour acquérir les biens non-alimentaires et accéder aux services publics essentiels à la population ;
- * **Le seuil de pauvreté global (SPG)** est obtenu simplement en faisant la somme des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire (SPA et SPNA).

En raison des différences observées dans les habitudes de consommation alimentaire des populations et dans les niveaux des prix des produits de base, les trois types de seuils de pauvreté ont été calculés pour chacune des zones étudiées. De même, des seuils de pauvreté ont été calculés à chaque passage, soit à chaque trimestre, en raison des variations saisonnières de prix et de l'impact de la dévaluation du F.CFA. Enfin, il est à noter que ces seuils ont été calculés par équivalent adulte et non par individu.

Sur une base annuelle, les seuils de pauvreté alimentaire (SPA) et non-alimentaire (SPNA) ont été estimés respectivement à 45.200 F.CFA et 22.400 F.CFA par équivalent adulte pour donner un seuil de pauvreté global (SPG) de 67.600 F.CFA par équivalent adulte dans la zone cotonnière du Centre-Bénin.

Tableau 2.1. : Evolution des seuils de pauvreté en milieu rural de la zone cotonnière du Centre Bénin

Seuils de pauvreté	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Seuil de pauvreté alimentaire	40 390	42 329	49 593	48 683	45 249
Seuil de pauvreté non alimentaire	26 967	17 289	21 254	23 978	22 372
Seuil de pauvreté globale	67 357	59 618	70 847	72 662	67 621

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

On observe une différence significative concernant les valeurs du **Seuil de pauvreté alimentaire (SPA)** selon deux périodes de l'année :

- la première s'étend de Mars à Août avec un seuil moyen atteignant environ 41.000 F.CFA. Entre la grande période de soudure (Mars-Mai) et l'apparition des récoltes de la première saison (Juin-Août) , le SPA augmente légèrement (+5 %). Cette hausse anormale est certainement liée au retard observé au niveau des récoltes de la première saison;
- la deuxième qui s'étend de Septembre à Février, englobe la deuxième période de soudure (Septembre-Novembre) où l'on voit le seuil dépasser légèrement les 49.000

F.CFA (voir graphique 2.1), valeur autour de laquelle il se stabilise à partir de Décembre avec l'apparition des récoltes de la deuxième saison sur les marchés.

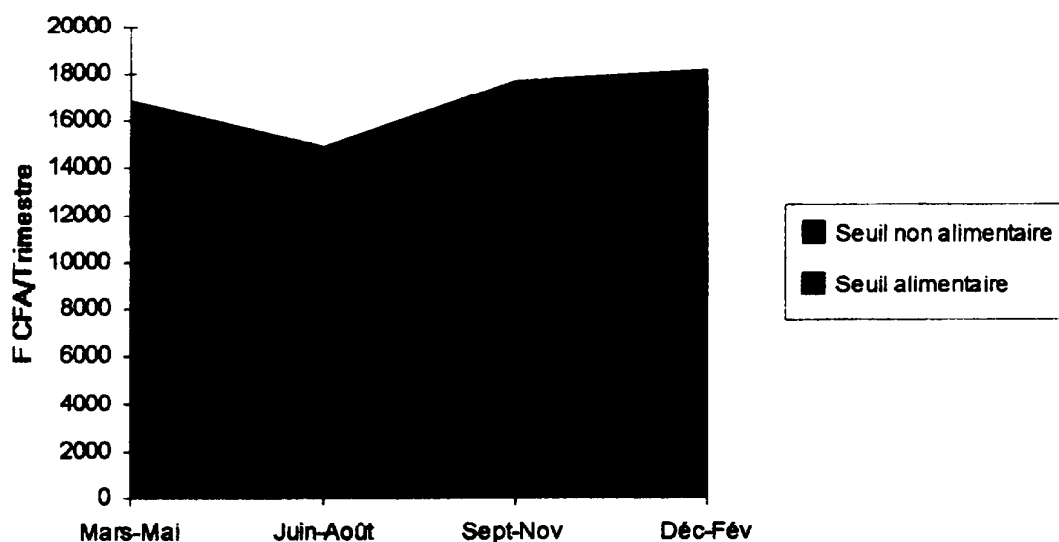
En ce qui concerne le seuil de pauvreté non-alimentaire (SPNA), il a été calculé en pondérant le seuil de pauvreté alimentaire de la période, par un coefficient égal au rapport des dépenses non-alimentaires sur les dépenses alimentaires pour l'ensemble des ménages et pour chaque trimestre (tableau 2.2).

Tableau 2.2: Evolution du rapport dépenses non-alimentaires sur dépenses alimentaires

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept.-Nov. 1994	Déc.94-Fév. 95	Moyenne
% Dépenses non-alimentaires/Dépenses alimentaires	67,8 %	40,8 %	42,9 %	49,3 %	49,5 %
SPNA (en F.CFA nominaux)	26.967	17.289	21.254	23.978	22.372

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 2.1:
Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non-alimentaire
au niveau de la zone cotonnière du centre-Bénin



Selon les données du tableau 2.2, on observe que ce rapport atteint un niveau très élevé (67,8 %) en Mars-Mai nettement au-dessus de la moyenne annuelle estimée à environ 50 %. Cela pourrait s'expliquer par les revenus importants mais saisonniers que touchent les ménages de la zone, de la vente du coton et probablement aussi par la forte poussée des prix des biens alimentaires ayant suivi immédiatement la dévaluation du franc CFA en Janvier 1994.

Les raisons évoquées ci-dessus expliquent le niveau le plus élevé du seuil de pauvreté non-alimentaire observé pour l'année et qui se situe à environ 27.000 F.CFA entre Mars et Mai 1994. De même, on remarquera que la valeur la plus faible du SPNA (17.300 F.CFA) est

observée entre Juin et Août qui correspond à la période de l'année où la proportion des dépenses non-alimentaires sur dépenses alimentaires est également la plus faible.

Le **seuil de pauvreté global (SPG)** moyen sur une année (Mars 1994-Février 1995) a été estimé à 67.600 F.CFA, valeur dont s'écartent peu les différents seuils trimestriels à l'exception du seuil de Juin-Août 1994 (59.600 F.CFA). Rappelons que déjà pour ce dernier trimestre, le SPA et le SPNA étaient parmi les plus bas de l'année.

2.2 Indicateurs de la pauvreté rurale

2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base

2.2.1.1. Classement des ménages en catégories socio-économiques homogènes

Les ménages ont été classés en groupes socio-économiques homogènes selon un ordre décroissant de dépenses de consommation (incluant l'auto-consommation) en équivalent-adulte, pour un trimestre considéré et pour une année. Trois catégories de ménages ont été définies :

- la première catégorie, les « **non pauvres** » regroupe les ménages qui ont enregistré des dépenses moyennes supérieures à 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la deuxième catégorie les « **vulnérables** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont comprises entre 100 et 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la troisième catégorie les « **pauvres** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont inférieures au seuil de pauvreté considéré.

2.2.1.2. Indicateurs de la pauvreté²

² / Pour tenir compte à la fois de l'incidence de la pauvreté, c'est-à-dire du nombre de pauvres, mais aussi de la profondeur de la pauvreté, et de sa gravité, un indice de pauvreté a été calculé en reprenant la méthodologie proposée par Foster, Greer et Thorbecke (1984) ("A Class of Decomposable Poverty Measures" *Econometrica*). Cet indice de pauvreté P_α se calcule comme suit :

$$(1) \quad P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z - y_i}{z} \alpha \quad \alpha > 0$$

où z : ligne ou seuil de pauvreté (SPA ou SPG)

y_i : dépense réelle moyenne du membre du ménage i

α : coefficient reflétant différents degrés d'importance accordés à l'égard de la profondeur de la pauvreté

n : population totale (membres de tous les ménages en équivalent-adulte)

q : nombre de pauvres (membres des ménages en équivalent-adulte en dessous du seuil de pauvreté).

Si $\alpha = 0$, on ne se préoccupe que de l'incidence (H) de la pauvreté et pas de sa profondeur. L'indice P_0 est alors égal à la proportion de pauvres dans la population.

$$(2) \quad H = \frac{q}{n}$$

- **L'incidence de la pauvreté alimentaire**, c'est à dire le pourcentage de la population rurale en dessous du seuil de pauvreté alimentaire, est la proportion de la population rurale qui n'arrive même pas à subvenir à ses besoins alimentaires. Il s'agit donc là d'un indicateur de pauvreté extrême.
- **L'incidence de la pauvreté globale**, c'est le pourcentage de la population rurale qui n'arrive pas à subvenir à ses besoins de base alimentaires et non-alimentaires;
- **Le ratio du déficit de dépenses**, est le quotient de l'écart entre les dépenses moyennes des pauvres et le seuil de pauvreté sur le seuil de pauvreté en question. C'est donc un indicateur de la profondeur de la pauvreté;
- **Le coefficient de contribution de chaque zone agro-écologique à la pauvreté rurale nationale**. Ce coefficient est calculé pour une zone donnée en multipliant la part de cette zone dans la population totale par le ratio de l'incidence de pauvreté dans la zone sur l'incidence nationale de pauvreté;
- **Le montant total des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale si le ciblage sur les pauvres était parfait**. Ce montant est calculé en multipliant l'écart entre le revenu moyen des pauvres et le seuil de pauvreté par le nombre de pauvres.

2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire

Selon les données moyennes annuelles, l'étude révèle que dans la zone cotonnière du Centre-Bénin, plus d'un ménage sur cinq (23 %) se trouve en dessous du seuil de pauvreté alimentaire (SPA), c'est-à-dire n'a pas satisfait ses besoins alimentaires, contre environ un ménage sur six sur le plan national (16,3 %).

En considérant le SPA, le tableau 2.3 montre que la plus forte incidence de la pauvreté au cours de l'année se manifeste entre Septembre-Novembre (36 %). Cette période correspond, non seulement à la deuxième période de soudure avec l'un des SPA les plus élevés de l'année, mais à un moment où les revenus des ménages sont les plus bas. On observe que cette période est également celle où l'incidence de la pauvreté est la plus élevée sur l'ensemble du Bénin.

On calcule aussi un coefficient de contribution à la pauvreté nationale. Si la population est divisée en sous-groupes j , la contribution de chaque sous-groupe à la pauvreté nationale est mesurée par le coefficient C_j

$$C_j = \frac{x_j P_{\alpha j}}{P_{\alpha}}$$

où

x_j :	proportion du sous-groupe j dans la population totale
$P_{\alpha j}$:	indice de pauvreté du sous-groupe j
P_{α} :	indice national de pauvreté

Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone cotonnière du centre-Bénin en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire

Catégories	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non-pauvres	75.5	44.4	36.9	52.1	52.2
Vulnérables	14.0	31.6	27.2	25.8	24.7
Pauvres	10.5	24.0	35.9	22.1	23.1
Pays	10.5	18.1	22.9	13.6	16.3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

A contrario, la plus faible incidence relative de la pauvreté (10,5 %) s'observe entre Mars et Mai et s'expliquerait essentiellement par le niveau généralement élevé de revenu des ménages en cette période (recettes de la vente du coton et autres produits agricoles).

Enfin, en raison des niveaux élevés des dépenses d'exploitation qu'ils engagent entre Juin-Août et de leurs revenus encore bas entre Décembre et Février, les ménages ruraux de la zone se retrouvent, pour ces deux trimestres, entre 22 % et 24 % sous le seuil de pauvreté alimentaire.

2.2.3 Incidence de la pauvreté globale

Les données du tableau 2.4 mettent en évidence les faits saillants suivants :

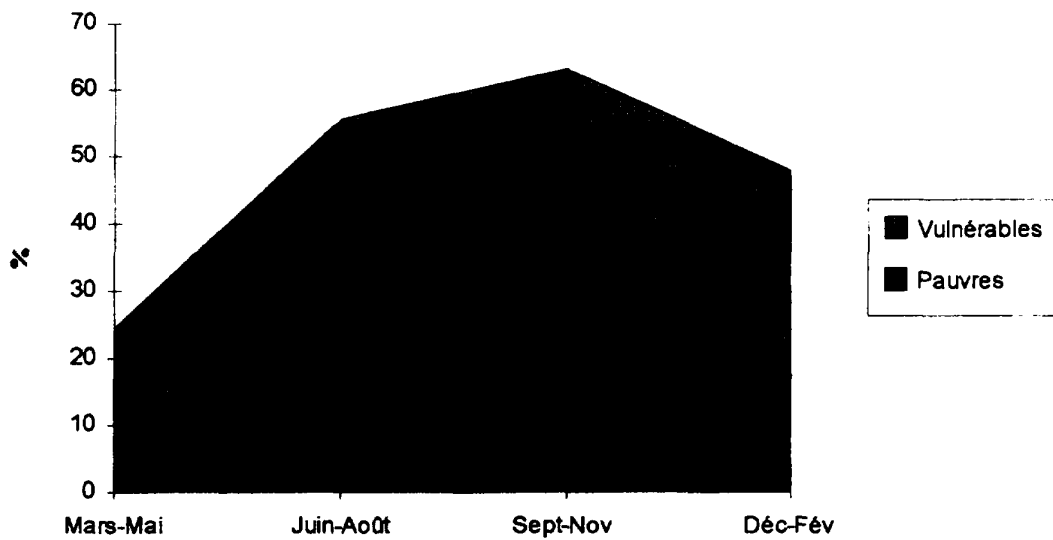
- Près d'un ménage sur deux, selon les données annuelles, n'a pas satisfait ses besoins tant alimentaires que non alimentaires minima, contre environ un ménage sur trois sur le plan national.
- La pauvreté est très critique durant neuf mois sur douze (de Juin à Février), avec une incidence de la pauvreté égale ou supérieure à 50%.
- L'incidence de la pauvreté atteint 61 % entre Septembre et Novembre contre 40 % pour l'ensemble du Bénin.
- Les ménages sont relativement moins pauvres entre Mars-Mai, où les recettes cotonnières sont déjà disponibles. Même à ce moment, l'incidence atteint 30 %, ce qui semble relativement élevé.

Tableau 2.4 Répartition des ménages ruraux de la zone cotonnière du centre-Bénin en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale

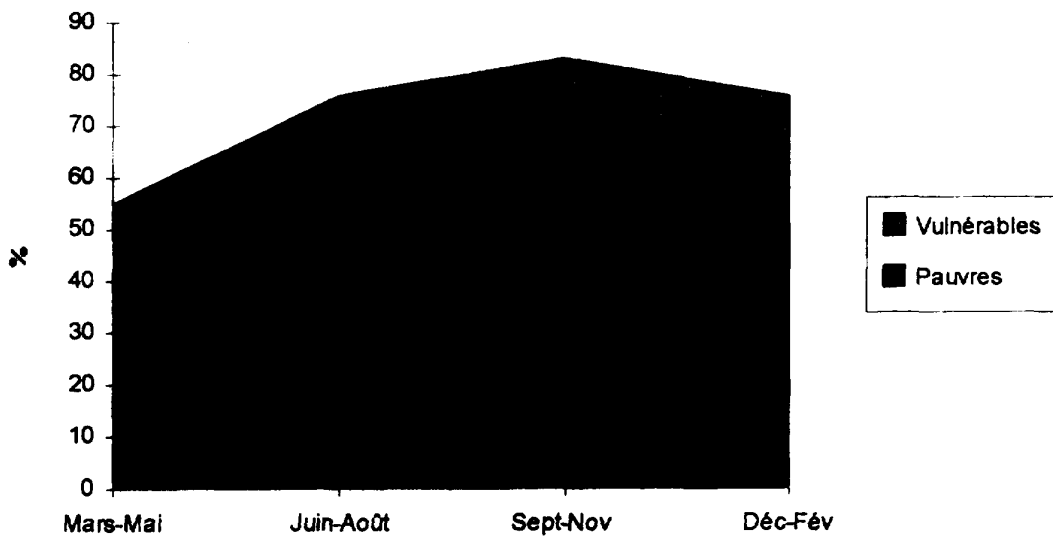
Indice Po	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non-pauvres	45.0	24.0	16.9	24.2	27.5
Vulnérables	25.0	26.0	22.1	28.9	25.5
Pauvres	30.0	50.0	61.1	46.9	47.0
Pays	25.8	33.6	40.5	31.0	33.3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 2.2:
Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales
par trimestre dans la zone cotonnière du centre-Bénin



Graphique 2.3:
Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales
par trimestre dans la zone cotonnière du centre-Bénin



2.2.4 Ratio du déficit des dépenses

On sait déjà qu'un peu moins de 50 % des ménages ruraux de la zone se trouvent en dessous du seuil de pauvreté global (SPG).

Les données du tableau 2.5 indiquent l'importance de la profondeur de cette pauvreté. En effet, l'écart moyen entre le SPG et les dépenses totales moyennes réalisées par les pauvres de la zone (au cours de l'année couverte par l'étude) atteint 32 % du seuil de pauvreté global.

Cet écart moyen est le plus élevé (35 %) de l'année durant le trimestre Septembre-Novembre, période la plus dure pour les ménages ruraux de la zone où l'on sait déjà que le SPA et le SPG sont les plus élevés du pays, mais également où la proportion des pauvres est également la plus élevée (61 %). La période Septembre-Novembre est alors la période la plus critique: les pauvres sont non seulement nombreux en cette période mais accusent un déficit plus important par rapport au seuil.

Tableau 2.5 : Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG (%)

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept.-Nov. 1994	Déc. 1994- Fév. 1995	Moyenne
Zone	30,0	30,0	35,0	31,0	32,0
Pays	25,0	34,0	34,0	33,0	31,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

2.2.5 Coefficient de contribution

- Pour un poids démographique de 17 % de la population totale, la zone contribue à 24 % environ à la pauvreté rurale nationale c'est-à-dire qu'un pauvre sur quatre au Bénin se trouve dans cette zone qui est de ce fait l'une des plus pauvres du pays.

Tableau 2.6 : Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone à la pauvreté rurale nationale (%)

	% de pauvres selon SPG	Poids démographique	Contribution à la pauvreté nationale
Zone	47,0	17,0	24,0
Pays	33,0	100,0	100,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 2.7 : Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone Cotonnière du Centre-Bénin par passage (millions de F.CFA)

	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc94-Fév95	Montant total
Zone	817	1196	2029	1405	5446
Pays	3147	3731	6372	4210	17460

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

2.2.6 Pauvreté structurelle et conjoncturelle

Un ménage souffre d'une pauvreté structurelle s'il est pauvre sur toute l'année ou au cours de trois différents trimestres. Par contre, sa pauvreté serait conjoncturelle s'il n'est pauvre qu'au cours d'un ou deux différents trimestres.

Environ 53 % des ménages de la zone 5 sont pauvres à un ou deux passages tandis que 23 % sont pauvres à trois ou quatre passages. Seuls 7 % des ménages sont pauvres durant toute l'année. Ces résultats reflètent **une grande vulnérabilité à la pauvreté conjoncturelle mais une pauvreté structurelle relativement faible.**

Tableau 2.8 : Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone Cotonnière du Centre-Bénin

	% de ménages ruraux pauvres à				
	Aucun passage	1 passage	2 passages	3 passages	4 passages
Zone	24,0	23,0	30,0	15,5	7,0
Pays	42,4	25,9	19,5	7,8	4,4

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX

Cette partie est destinée à caractériser les ménages ruraux et dans certains cas à comparer les ménages pauvres au non pauvres selon différents indicateurs socio-économiques. Il s'agit des caractéristiques démographiques, du nombre d'heures de travail (emploi), des revenus, des dépenses de consommation alimentaire et non alimentaire, de l'état nutritionnel et sanitaire, de l'accès aux soins de santé, du niveau d'éducation, de l'accès à l'éducation et des actifs du patrimoine des ménages. Les calculs sont faits en utilisant le seuil de pauvreté global et sur une base de membre du ménage en équivalent-adulte. Par ailleurs pour la plupart des indicateurs socio-économiques, les tableaux sont élaborés seulement pour les ménages pauvres et non pauvres. Pour ce fait, il faut être prudent dans la comparaison de ces deux types de tableaux avec celui relatif à l'ensemble des ménages.

3.1 Caractéristiques démographiques des ménages ruraux

Les ménages sont en forte majorité agricoles (87 %) et ont une taille moyenne de 7 personnes, ce qui est relativement élevé. Les ménages pauvres ont une taille relativement élevée (8 personnes) que chez les ménages non pauvres (5 personnes).

Les ménages sont dirigés par des hommes dans 81 % des cas. Ce pourcentage est encore plus élevé quand on considère seulement les ménages agricoles (86 %).

Le taux de dépendance qui est défini ici comme étant le pourcentage d'enfants de moins de 10 ans dans le ménage est de 35 % dans la zone 5. Les ménages pauvres ont un taux de dépendance supérieur à celui des non pauvres (36 % chez les pauvres contre 29 % chez les non pauvres). Tout comme au niveau national ce résultat confirme le fait que les ménages pauvres ont une charge beaucoup plus élevée que celle des ménages non pauvres. Le fait que les pauvres aient plus d'enfants que les non pauvres est complexe à analyser. Cependant, quelques raisons peuvent être avancées à savoir : les pauvres pourraient avoir plus besoin de main d'oeuvre agricole familiale, ne pouvant se payer de la main d'oeuvre salariée; les ménages pauvres ayant un taux de mortalité infantile relativement plus élevé auraient plus d'enfants pour s'assurer d'en voir suffisamment atteindre l'âge adulte et prendre soin d'eux lorsqu'ils seront vieux; les pauvres étant moins éduqués seraient moins au courant des techniques de planification des naissances. On peut aussi faire remarquer que le nombre élevé d'enfants peut être à l'origine de la pauvreté des ménages. En effet, le taux de dépendance joue sur leur capacité d'accumulation.

Tableau 3.1a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone cotonnière du Centre Bénin

Indicateurs démographiques	%
Chef de ménage masculin	81,44
Chef de ménage féminin	18,56
Exploitations agricoles dans les ménages	86,49
Chef d'exploitation masculin	85,54
Chef d'exploitation féminin	14,46
Hommes (10 ans ou plus) dans le ménage	31,72
Femmes (10 ans ou plus) dans le ménage	33,38
Enfants (5 ans et moins) dans le ménage	34,89
Enfants jeunes (2 ans et moins) dans le ménage	12,08

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.1b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone cotonnière du Centre Bénin

Indicateurs de dépendance	Non pauvres	Pauvres	Ensemble des ménages
Taille du ménage	5	8	7
% d'hommes (10 ans et plus) dans le ménage	36,70	29,42	31,72
% de femmes (10 ans et plus) dans le ménage	34,45	34,49	33,38
% d'enfants (moins de 10 ans) dans le ménage	28,84	36,09	34,89
% enfants jeunes (2 ans et moins) dans le ménage	10,23	10,89	12,08

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.2 Emplois des ménages ruraux

La détermination du nombre moyen d'heures de travail par membre du ménage rural en équivalent-adulte est faite par rapport aux activités économiques notamment l'agriculture, le service, la transformation agro-alimentaire, le commerce et autres activités. Elle ne tient pas compte des tâches domestiques et maternelles des femmes.

Le nombre d'heures de travail effectif dans la zone cotonnière du Centre-Bénin est de 27 heures par semaine en moyenne sur toute l'année (voir tableau 3.2). Ramenée sur une base journalière en faisant l'hypothèse de 6 jours de travail par semaine, cette moyenne équivaut à 4,4 heures de travail par jour. On remarquera que le temps moyen de travail en milieu rural dans cette zone est égal à la moyenne nationale.

Tableau 3.2
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours
par membre du ménage rural de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Activité	Mars-mai 1994		Juin-août 1994		Sept-nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Moyenne annuelle		
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure par jour
Agriculture	11.34	38.13	9.132	50.63	20.07	62.58	9.04	34.01	12.40	46.56	2.07
Services	5.29	17.78	.66	14.74	7.39	23.04	11.72	44.10	6.76	25.41	1.13
Transformation agro-alimentaire	.11	.37	.00	.01			.09	.34	.07	.25	0.12
Commerce	1.98	6.67	.85	4.74	.29	.91	1.09	4.08	1.05	3.96	0.175
Autres activités	11.02	37.05	5.39	29.88	4.32	13.47	4.65	17.18	6.34	23.83	1.06
Total	29.75	100.00	18.04	100.00	32.06	100.00	26.58	100.00	26.62	100.00	4.44

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.3
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours
par membre du ménage rural non-pauvre de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Activité	Mars-mai 1994		Juin-août 1994		Sept-nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Moyenne annuelle		
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure par jour
Agriculture	9.93	39.32	2.16	30.73	19.39	63.77	7.39	30.57	9.72	44.67	1.62
Services	2.89	11.44	.98	13.90	7.09	23.31	11.62	48.03	5.64	25.94	0.94
Transformation agro-alimentaire	.05	.20							.05	.23	0.083
Commerce	1.26	4.99	.73	10.34	.06	.19	1.10	4.57	.79	3.62	0.132
Autres activités	11.12	44.05	3.16	45.03	3.87	12.73	4.07	16.83	5.56	25.54	0.93
Total	25.26	100.00	7.02	100.00	30.41	100.00	24.19	100.00	21.76	100.00	3.63

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.4
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours
par membre du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Activité	Mars-mai 1994		Juin-août 1994		Sept-nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Moyenne annuelle		
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure par jour
Agriculture	12.06	37.07	16.39	52.28	22.87	59.17	10.92	37.43	15.56	47.12	2.6
Services	6.63	20.40	4.76	15.19	8.90	23.01	11.12	38.11	7.85	23.78	1.31
Transformation agro-alimentaire	0.14	.11					.34	1.16	.19	.57	0.032
Commerce	2.77	8.52	1.51	4.83	.77	2.00	.84	2.88	1.48	4.47	0.25
Autres activités	11.02	33.90	8.68	27.70	6.11	15.81	5.96	20.42	7.94	24.06	1.32
Total	32.52	100.00	31.35	100.00	38.66	100.00	29.18	100.00	33.02	100.00	5.50

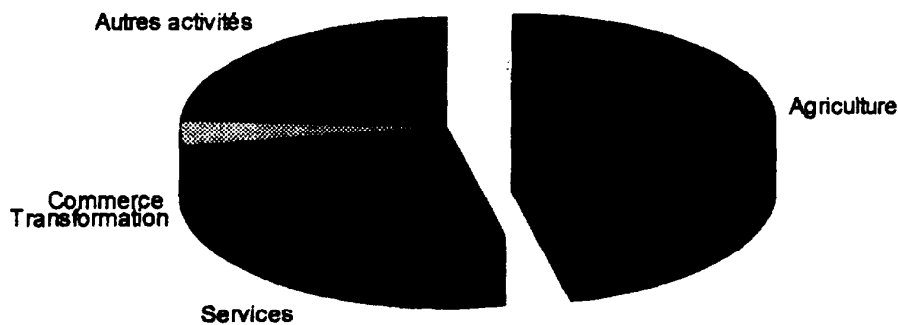
Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Le nombre d'heures de travail effectif dans la zone varie d'une période à une autre. Ainsi, entre Mars et Mai, c'est-à-dire au cours de la période de soudure où se mènent les travaux de préparation des sols, le nombre moyen d'heures de travail atteint 30 heures par semaine contre 18 heures entre Juin-Août. En effet, de Juin à Août, c'est la période d'inter-saison au cours de laquelle, en dehors des récoltes, aucune tâche agricole n'occupe sérieusement les paysans. Peut-être parce que disposant d'assez de vivres, les ménages ruraux décident-ils de mener moins d'activités y compris même les activités non-agricoles. Au cours

du trimestre Septembre-Novembre, le nombre d'heures de travail atteint 32 heures par semaine, soit le niveau le plus élevé de l'année. Pour ce trimestre, l'intensité des activités relatives au coton justifie sans doute les 20 heures par semaine consacrées aux activités agricoles. On notera enfin qu'entre Décembre et Février les activités de service, de commerce et de transformation occupent près des 2/3 du temps de travail des ménages ruraux.

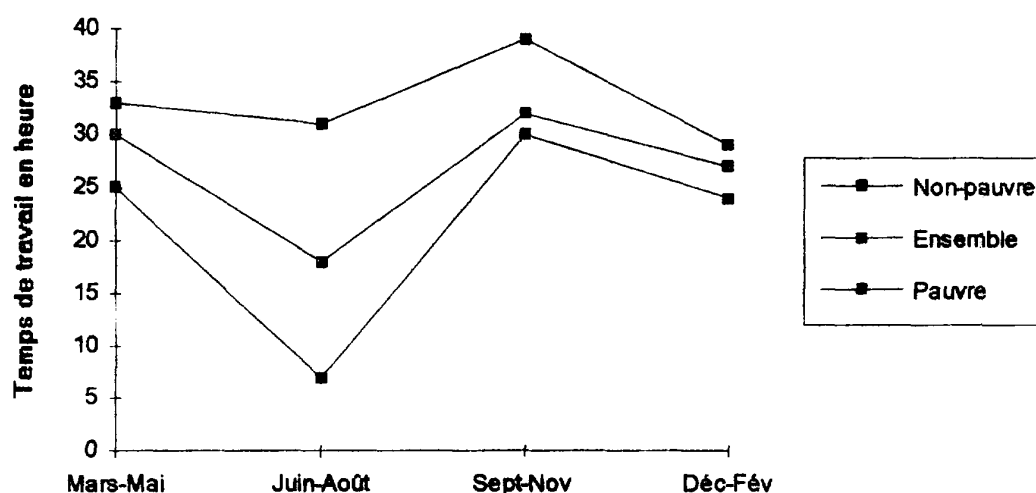
En terme de temps d'occupation, l'agriculture (47 % du temps de travail) et la fourniture de services (25 % du temps de travail) constituent les principales activités des ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre-Bénin (voir graphique 3.1). Pour eux, la transformation agro-alimentaire se présente comme une activité marginale en terme d'emploi. L'importance du temps passé dans l'agriculture s'entend eu égard au pourcentage de ménages agricoles de la zone (87 %). Pour ce qui est de la fourniture des services, son importance peut être liée à la pratique des petits métiers (forge, coordonnerie, vannerie, réparation de vélos, taillerie etc) dans la zone.

Graphique 3.1:
Répartition du temps moyen de travail des ménages de la zone cotonnière
du centre-Bénin selon les différentes activités



Si la tendance observée dans l'évolution du temps de travail au cours de l'année est similaire d'une catégorie socio-économique à une autre, il n'en est pas de même de leur variation, ni de leur masse totale (voir graphique 3.2). De façon générale, le nombre d'heures de travail est plus élevé chez les pauvres (33 heures de travail par semaine chez les pauvres contre 22 heures chez les non-pauvres). En juin-août par exemple les ménages non-pauvres n'ont travaillé que 7 heures par semaine dont 2 heures pour les activités agricoles, alors que le temps de travail des ménages pauvres au même moment a atteint presque 31 heures dont 16 heures environ consacrées aux activités agricoles. Le salariat agricole serait le principal facteur de cette situation, les ménages pauvres vendant leur force de travail aux non-pauvres, probablement pour les récoltes de coton.

Graphique 3.2:
Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone
cotonnière du centre-Bénin selon les catégories socio-économiques



3.3 Revenus des ménages ruraux par source

Les données sur les revenus sont toujours difficiles à obtenir et plus ou moins fiables. La tendance habituellement observée est une sous-déclaration des revenus. Il faut donc être prudent dans l'interprétation de ces données. Dans le cadre de la présente étude, l'analyse n'a porté que sur les recettes ou revenus bruts c'est à dire rentrées d'argent ou chiffres d'affaires au niveau des activités commerciales, faute d'informations sur les dépenses d'exploitation.

Le ménage rural de la zone cotonnière du Centre-Bénin a un revenu brut annuel d'environ 114.600 F CFA par équivalent-adulte. Les activités non-agricoles constituent la principale source de revenu dans la zone, même si 86 % des ménages sont des exploitants agricoles. En effet, elles procurent environ 71 % des revenus contre 28 % pour les activités agricoles et 1 % pour les revenus de transfert (voir tableau 3.5). Sur l'ensemble des revenus perçus des activités non-agricoles, environ 70 % proviennent du commerce et 10 % des activités de transformation agro-alimentaire.

Tableau 3.5
Niveau et sources des revenus trimestriels (en FCFA) par membre du ménage
de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	2 598	5,29	5 443	31,06	5 869	33,25	18 225	60,20	32 136	28,04
Activités non agricoles	46 421	94,45	11 924	68,04	11 695	66,26	11 874	39,22	81 915	71,48
dont :										
Commerce	40 569	82,54	6 971	39,77	6 756	38,28	4 777	15,78	59 073	51,55
Transformation agro-alimentaire	933	1,90	1 879	10,72	1 913	10,84	3 499	11,56	8 224	7,17
Revenus de transfert	130	0,26	159	0,91	86	0,49	174	0,58	549	0,48
Revenu total	49 149	100	17 527	100	17 650	100	30 274	100	114 600	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.6
Niveau et sources des revenus trimestriels (en FCFA) par membre du ménage non-pauvre
de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	1 073	1,33	7 064	25,94	9 410	26,09	31 621	62,24	49 169	25,27
Activités non agricoles	79 142	98,38	19 951	73,25	26 661	73,91	18 520	36,45	144 274	74,15
dont :										
Commerce	70 712	87,90	14 258	52,35	17 005	47,14	7 858	15,47	109 832	56,45
Transformation agro-alimentaire	1 534	1,91	1 990	7,31	2 871	7,96	3 276	6,45	9 670	4,97
Revenus de transfert	230	0,29	222	0,81	-	-	662	1,30	114	0,57
Revenu total	80 445	100	27 237	100	36 071	100	50 803	100	194 557	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.7
Niveau et sources des revenus trimestriels (en FCFA) par membre du ménage pauvre
de la zone cotonnière du Centre-Bénin

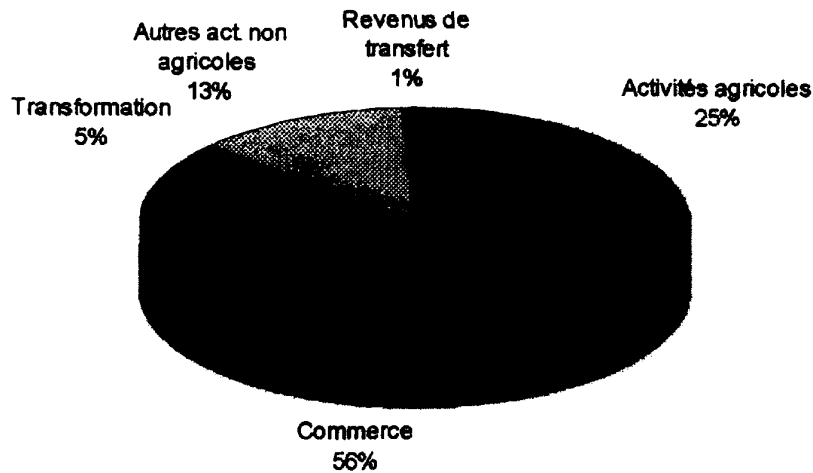
Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	910	5,61	3 182	39,93	4 879	44,53	5 792	63,05	24 764	41,14
Activités non agricoles	15 299	94,39	4 694	58,90	6 007	54,82	9 255	36,95	35 255	58,58
dont :										
Commerce	11 814	72,89	1 371	17,21	1 615	14,74	4 820	19,24	19 620	32,60
Transformation agro-alimentaire	469	2,89	686	8,60	1 655	15,10	2 911	11,62	5 721	9,5
Revenus de transfert	-	-	94	1,18	71	0,65	-	-	165	0,27
Revenu total	16 209	100	7 970	100	10 956	100	25 048	100	60 183	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

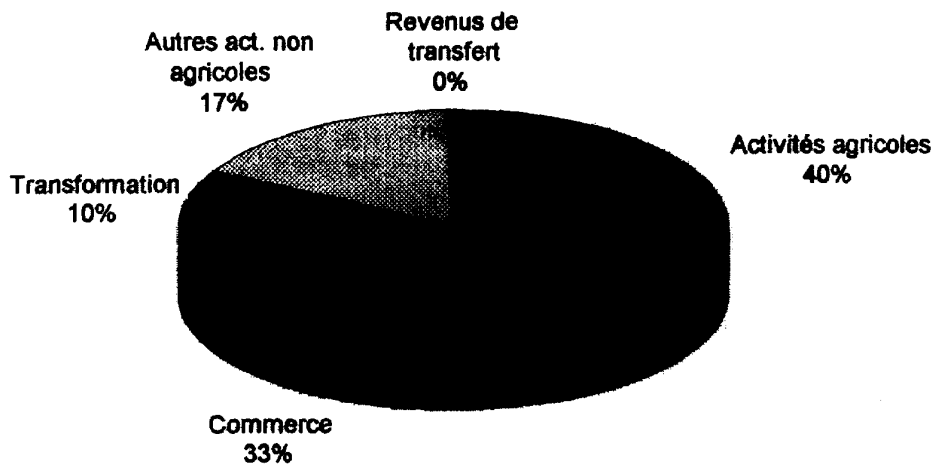
Cette prédominance des activités non-agricoles tient au fait que l'agriculture dans la zone cotonnière du Centre-Bénin et au Bénin de façon générale, est une agriculture de subsistance, la grande part de la production vivrière y étant auto-consommée. L'influence des revenus provenant de la vente du coton n'est perceptible qu'au cours de la période de commercialisation du coton (entre décembre et février) où les revenus agricoles deviennent prédominants (60 % des revenus).

On note par ailleurs cette même prédominance des activités non-agricoles en termes de revenu quelque soit les catégories socio-économiques (pauvres ou non-pauvres). Toutefois, en termes de proportion, on note qu'elle augmente avec le niveau de richesse de ménages la catégorie : 74% pour les ménages non-pauvres contre 59 % pour les ménages pauvres. Cette différence s'explique, selon les données des tableaux 3.6. et 3.7. illustrées par les graphiques 3.3 et 3.4 , par la plus grande part des revenus du commerce chez les non-pauvres.

Graphique 3.3:
Source des revenus des ménages ruraux non pauvres
de la zone cotonnière du centre-Bénin



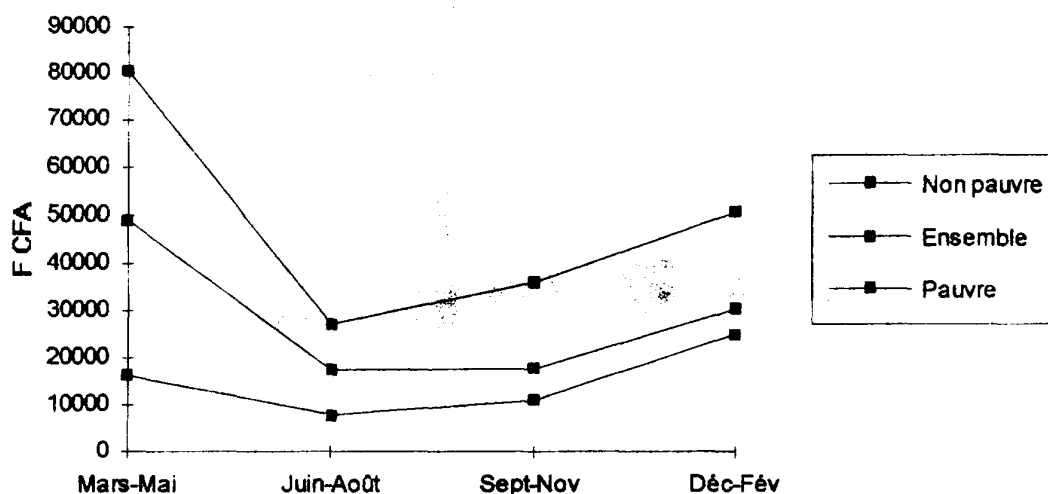
Graphique 3.4:
Source des revenus des ménages ruraux pauvres
de la zone cotonnière du centre-Bénin



Les niveaux des revenus bruts trimestriels évoluent de façon saisonnière. Quasi stationnaire entre juin et novembre où il est d'environ 18.000 F CFA , le revenu trimestriel croit d'environ 70 % passant à 30.300 F.CFA au cours du trimestre suivant (décembre à février). Entre mars et mai, le revenu brut atteint 49.100 F CFA, son niveau le plus élevé de l'année, soit plus du double des revenus trimestriels de la période juin-novembre (voir graphique 3.5). Cette évolution du revenu brut montre que seule la culture cotonnière permet aux ruraux de la zone de disposer de revenus « substantiels ».

Les niveaux des revenus varient beaucoup d'une catégorie socio-économique à une autre. Les ménages non-pauvres ont un revenu brut annuel 3,2 fois plus important que celui des ménages pauvres.

Graphique 3.5:
Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages ruraux
de la zone cotonnière du centre-Bénin

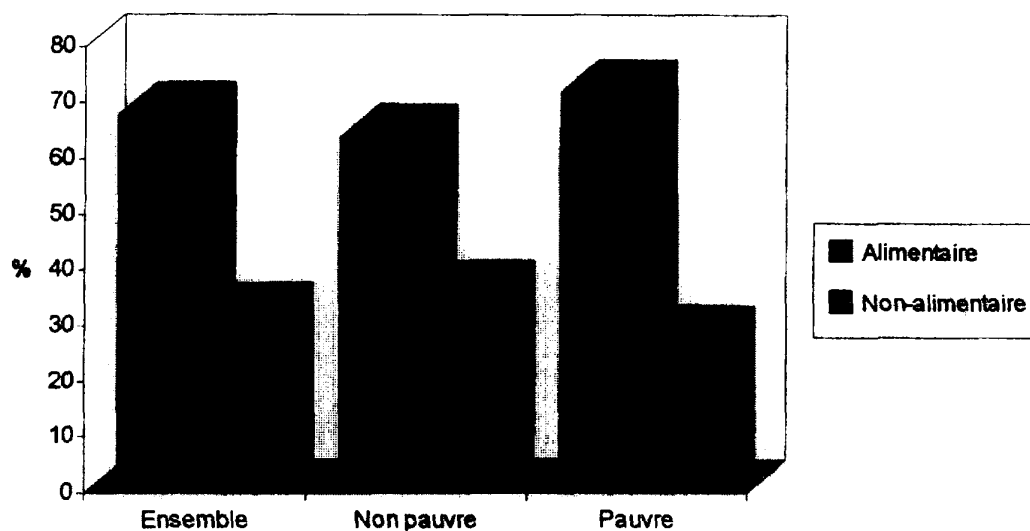


3.4 Dépenses globales des ménages ruraux

Le ménage rural de la zone cotonnière du Centre-Bénin effectue en moyenne au cours d'une année une dépense globale de 85.500 F CFA par équivalent-adulte. Les dépenses alimentaires représentent la part la plus importante des dépenses totales (68 %) (voir tableau 3.8). Cette importance du poste des dépenses alimentaires baisse avec le niveau de richesse des ménages. Les ménages pauvres consacrent une part plus importante de leurs dépenses aux dépenses alimentaires (72 % pour les ménages pauvres contre 64 % pour les non-pauvres) (voir graphique 3.6). Le niveau des dépenses globales varie aussi selon la catégorie socio-économique des ménages. Les ménages non-pauvres dépensent 3,4 fois plus que les ménages pauvres (voir tableaux 3.9 et 3.10).

Le niveau des dépenses globales trimestrielles varie d'une période à une autre. Il évolue de façon similaire au niveau du revenu. En effet, entre juin et novembre, les ménages ruraux de la zone dépensent environ 18.000 F CFA qui reste presque identique d'une période à une autre. Au quatrième passage, les dépenses augmentent légèrement passant de 18.200 F.CFA à 20.400 F.CFA (voir graphique 3.7). Cette tendance à la hausse se poursuit pour atteindre le niveau le plus élevé de l'année entre mars et mai (29.400 F.CFA). La similitude entre les évolutions des revenus et des dépenses signifie que le niveau des dépenses est étroitement lié au niveau des revenus. En d'autres termes, les disponibilités financières déterminent le niveau des dépenses de consommation.

Graphique 3.6:
Structure des dépenses de consommation selon les catégories de ménages
ruraux de la zone cotonnière du centre-Bénin



Graphique 3.7:
Evolution des dépenses de consommation alimentaire et non-alimentaire
des ménages ruraux de la zone cotonnière du centre-Bénin

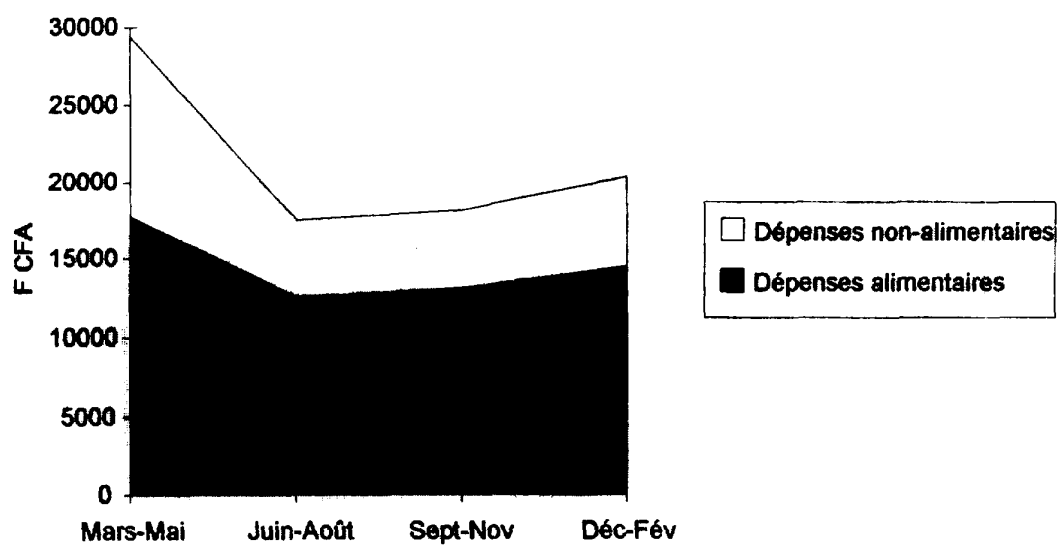


Tableau 3.8
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural
de la zone cotonnière de centre-Bénin

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	17 719	60.3	12 555	28.4	13 105	72.1	14 482	71.1	57 860	67.7
Dépenses non-alimentaires	11 670	39.7	4 966	71.6	5 079	27.9	5 879	28.9	27 594	32.3
Dépenses globales	29 389	100	17 521	100	18 184	100	20 361	100	85 454	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.9
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural
non-pauvre de la zone cotonnière de centre-Bénin

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	26 646	57.4	18 455	70.3	25 853	80.2	23 525	55.4	94 479	64.1
Dépenses non-alimentaires	19 796	42.6	7 804	29.7	6 389	19.8	18 936	44.6	52 926	35.9
Dépenses globales	46 442	100	26 259	100	32 242	100	42 461	100	147 405	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.10
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural
pauvre de la zone cotonnière de centre-Bénin

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	7 881	69.77	5 673	73.31	8 517	75.18	8 690	69.38	30 761	71.72
Dépenses non-alimentaires	3 416	30.23	2 066	26.69	2 812	24.82	3 835	30.62	12 129	28.28
Dépenses globales	11 297	100	7 739	100	11 329	100	12 525	100	42 890	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.5 Dépenses alimentaires des ménages ruraux

Les groupes de produits alimentaires les plus importants dans les dépenses alimentaires (incluant l'auto-consommation) sont dans l'ordre décroissant les céréales (28 % des dépenses alimentaires), les racines et tubercules (28 %), les fruits et légumes (11 %) et les huiles et oléagineux (10 %) (voir tableau 3.11). Ces parts sont quasiment les mêmes d'une période à une autre sauf pour les céréales dont le poids budgétaire augmente légèrement au cours de la période des récoltes de la première saison. La zone cotonnière du Centre-Bénin est une zone charnière entre les régions du nord et du sud du pays. Par conséquent, les habitudes alimentaires sont hétérogènes; ceci justifie l'importance relativement faible de la viande dans les dépenses alimentaires de la zone alors qu'il est presque sûr que les ménages de la partie nord de la zone en prennent assez.

Les parts budgétaires de certains groupes de produits varient selon la catégorie socio-économique des ménages. Les parts des racines tubercules et des viandes augmentent avec le niveau de richesse alors que celle des céréales baisse (voir tableaux 3.12 et 3.13 et graphique 3.8).

Graphique 3.8:
Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie
socio-économique des ménages ruraux de la zone cotonnière du centre-Bénin

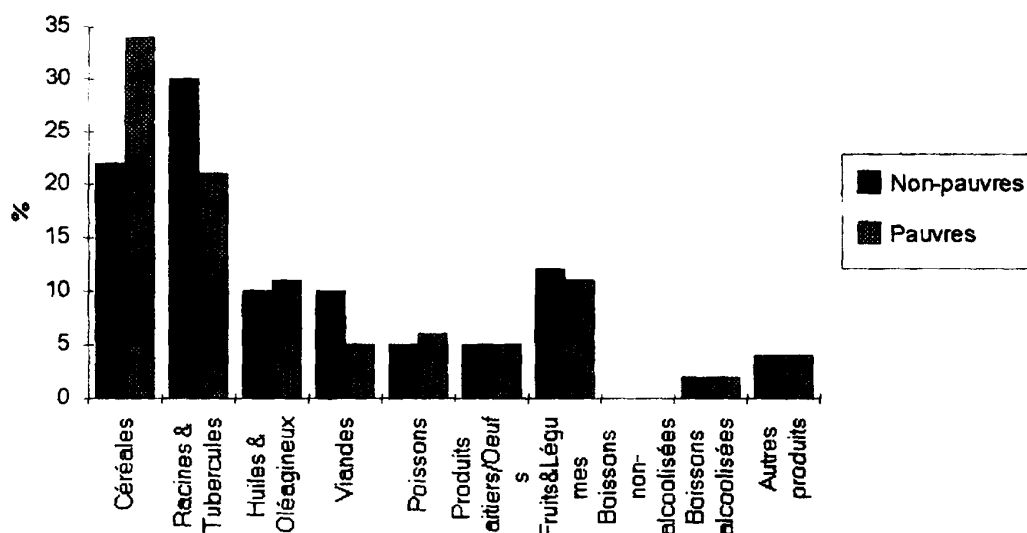


Tableau 3.11
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural
de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Groupe de produits	Mars-mai 1994		Juin-août 1994		Sept-nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	4758,83	26,86	3914,10	31,18	2755,19	21,02	4042,56	27,91	15470,68	26,74
Racines et tubercules	4613,11	26,03	3128,79	24,92	3651,89	27,87	3979,81	27,43	15373,6	26,57
Huiles et oléagineux	1864,33	10,52	1209,51	9,63	1477,76	11,28	1306,88	9,02	5858,48	10,12
Viandes	1404,96	7,93	667,70	5,32	1293,33	9,87	1168,61	8,07	4534,6	7,84
Poissons/fruits de mer	863,83	4,88	771,44	6,14	688,41	5,25	893,39	6,17	3217,07	5,56
Produits laitiers/oeufs	951,05	5,37	605,14	4,82	714,63	5,45	562,08	3,88	2832,9	4,89
Fruits et légumes	1814,82	10,24	1490,47	11,87	1757,09	13,41	1519,78	10,49	6582,16	11,37
Boissons non alcoolisées	58,38	0,33	30,06	0,24	22,45	0,17	87,68	0,61	198,77	0,003
Boissons alcoolisées	635,93	3,59	222,87	1,78	229,09	1,75	345,88	2,39	1433,77	2,47
Autres produits	753,69	4,25	514,44	4,10	514,98	3,93	582,43	4,02	2365,54	4,08
Dépenses alimentaires totales	17718,93	100	12554,52	100	13104,82	100	14482,11	100	57860,38	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.12
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural
non-pauvre de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Groupe produits	Mars-mai 1994		Juin-août 1994		Sept-nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	6290,59	23,61	5350,33	28,99	3225,39	12,48	5684,11	24,10	20550,42	21,75
Racines et tubercules	7507,77	28,18	5215,34	28,26	8234,14	31,85	6929,89	29,40	27887,14	29,51
Huiles et oléagineux	2877,27	10,80	1683,07	9,12	2522,06	9,76	1895,17	8,06	8977,55	9,50
Viandes	2268,80	8,51	1155,66	6,26	4290,29	19,59	2092,09	8,89	9806,84	10,37
Poissons/fruits de mer	1143,33	4,29	1124,37	6,09	1212,00	4,69	1510,72	6,42	4990,42	5,28
Produits laitiers/oeufs	1378,92	5,17	832,52	4,51	1931,25	7,47	738,54	3,14	4881,23	5,16
Fruits et légumes	2922,99	10,97	2061,21	11,17	3229,05	12,49	2978,70	12,66	11191,95	11,84
Boissons non alcoolisées	114,52	0,43	63,89	0,35	50,39	0,19	231,09	0,98	459,89	0,48
Boissons alcoolisées	1033,93	3,88	251,15	1,36	321,47	1,24	600,43	2,55	2206,98	2,33
Autres produits	1108,00	4,16	717,41	3,89	837,06	3,67	863,89	3,67	3526,36	3,73
Dépenses alimentaires totales	26646,12	100	18454,94	100	25853,09	100	23524,63	100	94478,8	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.13
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural
pauvre de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Groupe de produits	Mars-mai 1994		Juin-août 1994		Sept-nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	2890,75	36,68	2100,01	37,02	2359,04	27,70	3109,88	35,79	10459,68	34,00
Racines et tubercules	1570,37	19,93	928,18	16,36	2016,49	23,68	1796,25	20,57	6311,29	20,51
Huiles et oléagineux	762,02	9,67	624,24	11,00	1078,75	12,67	948,18	10,91	3413,14	11,09
Viandes	585,07	7,42	198,25	3,49	356,16	4,18	497,12	5,72	1636,60	5,32
Poissons/fruits de mer	439,62	5,58	351,17	6,19	520,41	6,11	466,09	5,36	1777,29	5,77
Produits laitiers/oeufs	456,09	5,79	331,53	5,84	403,35	4,74	440,24	5,07	1631,21	5,30
Fruits et légumes	678,09	8,60	726,13	12,80	1255,14	14,74	804,07	9,25	3463,43	11,26
Boissons non alcoolisées	1,67	0,02	-	-	6,17	0,07	24,03	0,28	31,87	0,10
Boissons alcoolisées	129,29	1,64	149,87	2,64	185,11	2,17	234,03	2,69	698,30	2,27
Autres produits	368,30	4,67	263,71	4,65	336,21	3,95	370,21	4,26	1338,43	4,35
Dépenses alimentaires totales	7881,25	100	5673,09	100	8516,83	100	8690,10	100	30761,24	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

A l'intérieur du groupe des céréales, le maïs domine de loin toutes les autres céréales (76 % des dépenses pour les céréales). Le riz est aussi consommé dans la zone et on lui consacre 11 % des dépenses en céréales. Le blé n'est presque pas consommé en milieu rural de la zone cotonnière du Centre-Bénin (voir tableau 3.14). Le mil et le sorgho rentrent aussi dans la consommation alimentaire des ménages de la zone. Les ménages pauvres consomment un peu plus de maïs et moins de riz que les ménages non-pauvres. La consommation du blé est presque exclusivement à la portée des ménages non-pauvres (voir tableaux 3.15 et 3.16).

A l'intérieur des tubercules, c'est l'igname qui occupe la grande place dans les dépenses sur les racines et tubercules (65 %). Elle est suivie par le manioc (30 %). La pomme de terre et la patate douce sont très peu importantes dans les habitudes de consommation alimentaire des ménages de la zone. On leur consacre moins de 1 % des dépenses sur les tubercules (voir tableau 3.14). La consommation du manioc a une part plus importante chez les ménages pauvres que chez les ménages non-pauvres. La situation inverse s'observe pour l'igname (voir tableaux 3.15 et 3.16).

Tableau 3.14
Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural
de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	429,84	8,91	395,85	10,11	211,65	11,41	541,57	13,40	1578,91	10,83
Mais	3531,84	74,22	3116,29	79,62	1424,89	76,81	2970,96	73,49	11043,98	75,76
Mil/sorgho	521,65	10,96	159,92	4,09	25,38	1,37	232,74	5,76	939,69	6,44
Blé	29,51	0,62	10,33	0,26	8,26	0,44	16,29	0,40	64,39	0,4
Autres céréales	251,99	5,30	231,72	5,92	185,01	9,97	281,01	6,95	949,73	6,52
Total céréales	4758,83	100	3914,10	100	1855,19	100	4042,56	100	14576,7	100
Tubercules										
Manioc	1806,35	39,16	1330,08	42,51	595,56	16,31	886,90	22,32	4618,89	30,05
Igname	2573,45	55,79	1606,37	51,34	2962,82	81,13	2837,79	71,43	9980,43	64,95
Pommes de terre/ patates douces	0,48	0,01	5,04	0,16	15,88	0,43	5,05	0,13	26,45	0,17
Autres tubercules	232,82	5,05	187,29	5,99	77,63	2,13	243,07	6,12	740,81	4,82
Total tubercules	4613,11	100	3128,79	100	3651,89	100	3972,81	100	15366,6	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.15
Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural
non-pauvre de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	645,47	10,26	629,95	11,77	472,21	14,64	933,72	16,43	2681,35	13,05
Mais	4771,70	75,85	4158,74	77,69	2616,84	81,13	4287,02	75,42	15834,3	77,09
Mil/sorgho	692,53	11,01	276,34	5,16	-	-	170,15	2,99	1139,02	5,54
Blé	59,21	0,94	19,58	0,37	10,65	0,33	24,78	0,43	114,22	0,56
Autres céréales	121,69	1,93	265,72	4,96	115,69	3,59	268,50	4,72	771,6	3,76
Total céréales	6290,59	100	5353,33	100	3225,39	100	5684,11	100	20540,49	100
Tubercules										
Manioc	2810,87	37,44	2016,39	38,66	1418,30	17,22	1230,63	17,76	7476,19	26,81
Igname	4343,23	57,85	2897,22	55,55	6617,23	80,36	5290,30	76,34	19147,98	68,66
Pommes de terre/ patates douces	1,08	0,01	-	-	77,38	0,94	-	-	78,46	0,28
Autres tubercules	352,60	4,70	301,72	5,78	121,22	1,47	408,96	5,90	1184,5	4,25
Total tubercules	7507,77	100	5215,34	100	8234,14	100	6929,89	100	27887,14	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.16
Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural
pauvre de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	178,99	6,19	167,93	8,00	91,51	3,88	290,36	9,34	728,79	6,97
Maïs	2464,36	85,25	1650,67	78,60	2017,53	85,52	2404,12	77,31	8536,68	81,62
Mil/sorgho	122,73	4,25	89,09	4,24	32,11	1,36	137,76	4,43	381,69	3,65
Blé	8,55	0,30	4,89	0,23	4,48	0,19	11,78	0,38	29,7	0,28
Autres céréales	116,13	4,02	187,43	8,92	213,40	9,05	265,85	8,55	782,81	7,48
Total céréales	2890,75	100	2100,01	100	2359,04	100	3109,88	100	10459,67	100
Tubercules										
Manioc	895,86	57,05	465,03	50,10	345,77	17,15	533,56	29,70	2240,22	35,50
Igname	644,53	41,04	398,81	42,97	1527,00	75,73	1054,15	58,69	3624,49	57,43
Pommes de terre/ patates douces	-	-	20,18	2,17	4,56	0,23	9,72	0,54	34,46	0,55
Autres tubercules	29,98	1,91	44,17	4,76	139,17	6,90	198,82	11,07	412,14	6,53
Total tubercules	1570,37	100	928,18	100	2016,49	100	1796,25	100	6311,29	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Outre les dépenses alimentaires, un autre indicateur de la situation alimentaire des ménages ruraux est le nombre de repas pris par jour. Ce nombre est de 2,7 en moyenne en milieu rural de la zone cotonnière du Centre-Bénin. Il ne change pratiquement pas d'une catégorie socio-économique à une autre. Cette similitude dans les situations ne reflète pas la différence qu'il peut y avoir entre les différentes catégories et périodes.

Dans la zone cotonnière du Centre-Bénin, les ménages achètent environ 34 % de leur consommation de maïs. Ce pourcentage est plus important au cours de la période de la grande soudure mars-mai (44%) et moins important au cours de la période des récoltes de la grande saison, c'est-à-dire entre juin et août (31%). Cependant, cette dépendance des ménages vis à vis du marché est déjà trop importante au regard des ressources en terres de la zone qui devraient permettre d'assurer la production d'auto-consommation. On pourrait alors penser, à juste titre, que le coton devient concurrent du maïs bien qu'ils ne soient pas cultivés au cours de la même saison. Mais, il n'est pas rare de noter dans la zone une disparition du maïs au second cycle.

En ce qui concerne le riz et le mil/sorgho, on constate que cette dépendance du marché est encore plus forte (respectivement 97% et 40% en moyenne sur la période de l'étude). Quelqu'en soit le trimestre, les ménages de la zone achètent plus de 90% de leur consommation de riz. Pour ce qui est du mil/sorgho, la période critique est celle allant de septembre à novembre (92%).

Pour les racines et tubercules, par contre, les ménages sont largement indépendants du marché. Ces produits sont moins achetés (19 % pour le manioc et 12% pour l'igname) (voir tableau 3.17).

D'une manière générale, les ménages ruraux non pauvres sont plus tributaire du marché que les ménages pauvres. Cela pourrait s'expliquer par le fait que parmi les ménages non pauvres certains exercent presque exclusivement des activités non agricoles et par conséquent disposent de peu de stock vivrier (voir tableaux 3.18 et 3.19).

Somme toute, les ruraux de la zone sont fortement tributaires du marché pour le riz et le maïs. Le riz étant très peu consommé (11% des dépenses de consommation des ménages sur les céréales), son cas n'est pas inquiétant. Par contre, le cas du maïs (64% des dépenses de consommation sur les céréales) doit retenir l'attention. Il importe donc de penser au renforcement des disponibilités alimentaires dans la zone surtout au cours de la grande soudure.

Tableau 3.17
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres
du ménage rural de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Produits	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
	%	%	%	%	%
Maïs	44,1	31,3	35,0	26,7	34,3
Mil/Sorgho	38,2	19,2	91,5	52,0	39,9
Manioc	15,1	17,5	27,4	21,2	18,6
Igname	12,5	6,2	7,9	19,3	12,1
Riz	99,2	99,1	90,9	96,8	97,2

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.18
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres
du ménage rural non-pauvre de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Produits	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
	%	%	%	%	%
Maïs	40,6	33,7	42,1	30,8	36,5
Mil/Sorgho	26,6	18,9	-	91,4	34,4
Manioc	16,8	15,8	49,0	21,0	23,3
Igname	12,2	6,0	9,3	38,6	16,9
Riz	99,9	100,0	92,6	92,4	96,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.19
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres
du ménage rural pauvre de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Produits	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
	%	%	%	%	%
Maïs	38,0	36,3	20,6	22,4	29,3
Mil/Sorgho	27,2	0,0	97,0	37,8	30,5
Manioc	10,5	18,1	15,8	25,2	16,4
Igname	8,8	24,1	8,2	12,6	10,7
Riz	93,8	100,0	91,8	100,0	97,4

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.6 Dépenses non alimentaires des ménages ruraux

En milieu rural de la zone cotonnière du Centre-Bénin, les postes de dépenses non-alimentaires les plus importants sont dans l'ordre décroissant d'importance le logement (37 % des dépenses non-alimentaires), l'habillement (35 %) et la santé (14 %). L'éducation, les obligations sociales et les loisirs représentent une part minime des dépenses non-alimentaires (voir tableau 3.20). L'importance de la part accordée au logement pourrait s'expliquer par le fait que l'investissement dans ce domaine est devenu un moyen de mettre l'épargne à l'abri des dépenses courantes dans la mesure où il n'existe pas d'autres formes de placement sécurisantes. Le niveau des dépenses de santé est en valeur absolue faible (surtout au niveau des ménages pauvres) et donne une idée sur l'état sanitaire des populations. Elles ne sont tout simplement pas en mesure de se soigner. Quant aux cérémonies réputées ruineuses (obligations sociales), elles ne semblent pas constituer une source importante de dépense contrairement aux appréhensions.

On note des différences dans les habitudes de consommation non-alimentaire des ménages ruraux de la zone selon les périodes. Ainsi, les dépenses de logement sont les plus importantes au cours des trois premiers passages alors que entre décembre et février ce sont les dépenses vestimentaires qui deviennent prédominantes (50 % des dépenses non-alimentaires). Les fêtes de fin d'année et les cérémonies sont certainement à la base de l'augmentation de l'importance de ces dépenses en cette période.

Tableau 3.20
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural
de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Postes de dépense	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	4075,67	34,92	2124,60	42,78	2110,29	41,55	2841,39	34,51	11151,95	37,23
Habillement	3711,72	31,81	1449,37	29,19	1129,35	22,24	4083,63	49,60	10374,07	34,63
Santé	1755,64	15,04	863,81	17,39	721,24	14,20	932,91	11,33	4273,68	14,27
Education	47,63	0,41	2,94	0,06	435,64	8,58	6,00	0,07	492,21	1,64
Transport	1233,14	10,57	453,22	9,13	435,21	8,57	274,81	3,34	2396,38	8,00
Loisir	589,15	5,05	20,74	0,42	200,21	3,94	24,26	0,29	834,36	2,78
Obligations sociales	256,31	2,20	51,22	1,03	47,20	0,93	70,05	0,85	424,78	1,41
Autres dépenses	0,81	0,01	-	-	-	-	-	-	0,81	0,0
Dépenses non-alimentaires totales	11670,07	100	4965,90	100	5079,16	100	5878,95	100	29948,24	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Les parts budgétaires de certains postes varient selon la catégorie socio-économique. Les parts du transport et des loisirs augmentent avec le niveau de richesse alors que celle du logement baisse. Les dépenses d'habillement et celles relatives aux obligations sociales ont les mêmes poids budgétaires dans les consommations non alimentaires des ménages de la zone quelle que soit la catégorie (voir tableaux 3.21 et 3.22 et graphique 3.9).

Graphique 3.9:
Structure des dépenses de consommation non-alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone cotonnière du centre-Bénin

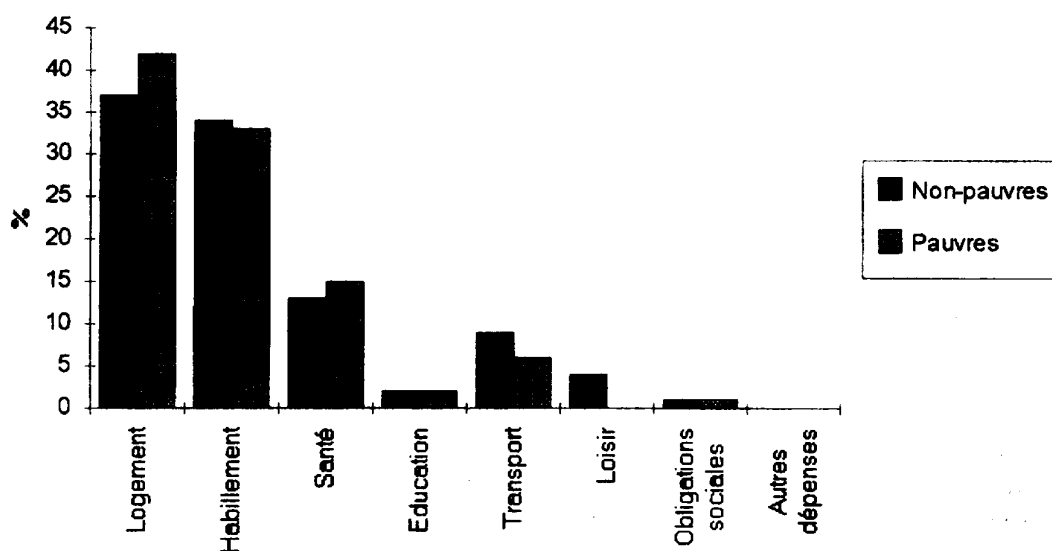


Tableau 3.21
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural non-pauvre de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Postes de dépense	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	7179,05	36,27	2942,97	37,71	4843,60	37,40	7285,74	38,47	22251,36	37,40
Habillement	5853,17	29,57	2389,83	30,62	2924,68	22,59	9188,00	48,52	20355,68	34,21
Santé	2756,35	13,92	1444,98	18,51	1503,44	11,61	1823,26	9,63	7528,03	12,65
Education	99,97	0,50	6,63	0,08	970,62	7,50	-	-	1077,22	1,81
Transport	2226,42	11,25	867,91	11,12	1483,33	11,45	540,61	2,85	5118,27	8,60
Loisir	1241,85	6,27	46,29	0,59	1135,83	8,77	-	-	2423,97	4,07
Obligations sociales	438,81	2,22	105,85	1,36	87,73	0,68	99,26	0,52	731,65	1,22
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses non-alimentaires totales	19795,62	100	7804,46	100	6389,38	100	18936,87	100	59486,18	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.22
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural
pauvre de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Postes de dépense	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	1334,88	39,08	1209,79	62,49	1384,74	49,25	1166,21	30,41	5095,62	42,30
Habillement	1165,44	34,12	429,61	20,80	538,44	19,15	1860,73	48,52	3994,22	33,15
Santé	588,57	17,23	219,27	10,62	441,17	15,69	605,51	15,79	1854,52	15,39
Education	8,82	0,26	-	-	215,76	7,67	1,93	0,05	226,51	1,88
Transport	227,51	6,66	123,14	5,96	219,28	7,80	129,08	3,37	699,01	5,80
Loisir	-	-	2,69	0,13	1,39	0,05	8,33	0,22	12,41	0,1
Obligations sociales	87,61	2,57	-	-	11,02	0,39	62,84	1,64	161,47	1,34
Autres dépenses	2,71	0,08	-	-	-	-	-	-	2,71	0,00
Dépenses non-alimentaires totales	3415,54	100	2065,49	100	2811,81	100	3834,63	100	12046,47	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.7 Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux

Au niveau de cette zone de transition entre le nord et le sud du Bénin, 944 enfants de moins de 5 ans ont été suivis sur l'ensemble des quatre passages. On y compte 44% des enfants de moins de 2 ans et 56% de ceux de 2 à 5 ans. Les garçons représentent 53% de cet échantillon des enfants de moins de 5 ans.

3.7.1 Etat nutritionnel des enfants selon la classification de Waterlow

D'après cette classification basée sur la combinaison des deux indicateurs Poids/Taille et Taille/âge, 36% des enfants de moins de 5 ans sont mal nourris lorsqu'on considère la moyenne des quatre passages de l'ECVR. Cette moyenne reste identique à celle obtenue au niveau de l'ensemble de l'échantillon national. Ce résultat semble être conforme à la réalité car il s'agit d'une zone où l'on remarque une allocation presque identique des terres à la culture de coton et aux cultures vivrières, un suivi de croissance et un taux de couverture vaccinale meilleurs à ceux d'autres zones.

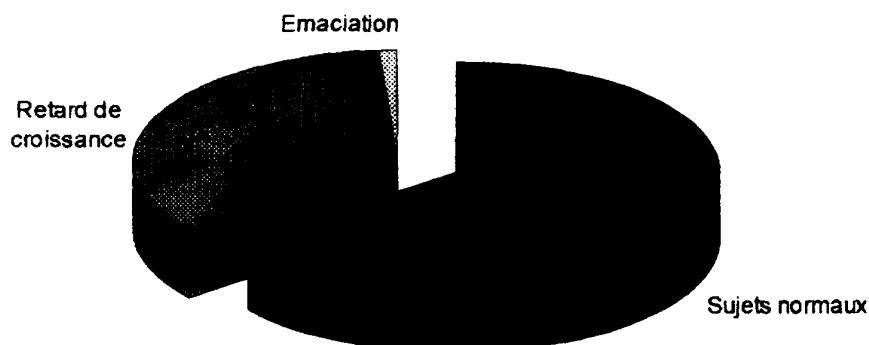
Au niveau de ces cas de malnutrition, on note 30% de cas de retard de croissance, signe d'un déficit alimentaire chronique et 4% seulement d'enfants émaciés (voir graphique 3.10).

Tableau 3.23
Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone Cotonnière
du Centre-Bénin selon la classification de Waterlow

Etat nutritionnel	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév95	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sujets normaux	171	67.6	160	66.4	141	61.3	136	61.8	608	64.4
Sujets accusant un retard statural	73	28.9	71	29.5	68	29.5	71	32.3	283	30.0
Sujets émaciés	5	2.0	9	3.7	16	7.0	9	4.1	39	4.1
Sujets accusant un retard statural et émaciés	2	0.8	0	0.0	5	2.2	4	1.8	11	1.2
Sujets examinés	253	99.3	241	99.6	230	100,0	220	100,0	944	99.7

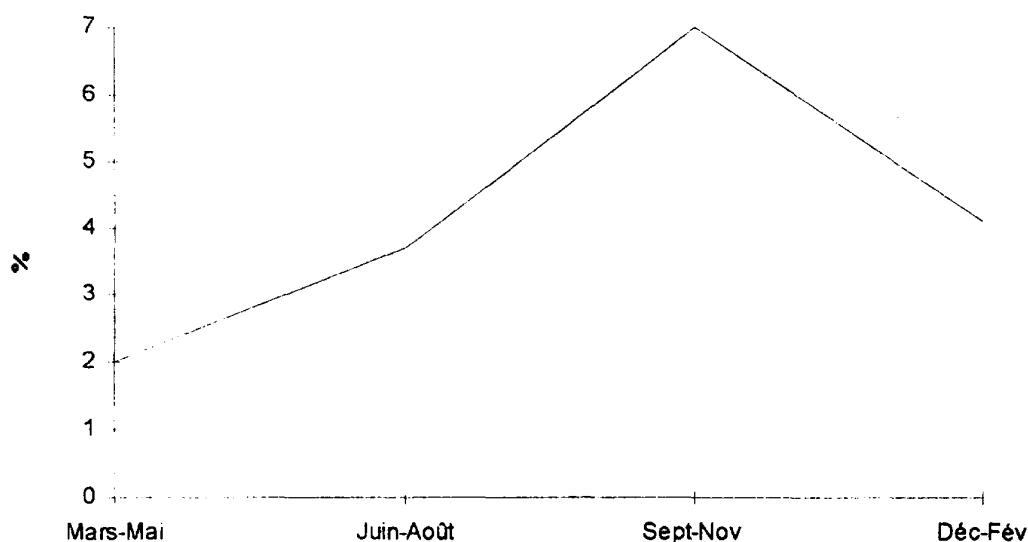
Source : PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

Graphique 3.10:
Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel
au niveau de la zone cotonnière du centre-Bénin



L'étude de la variation saisonnière montre que la période la plus difficile est celle de Septembre à Novembre où l'émaciation atteint la valeur maximale de 7% contre 4% environ comme la moyenne de la période de l'étude (cf tableau 3.23 et graphique 3.11). L'émaciation étant le reflet d'une malnutrition aiguë, on pourrait expliquer la situation du troisième passage par l'occupation des mères pendant cette période de même que l'alimentation précaire qui caractérise souvent la période des récoltes des cultures en milieu rural.

Graphique 3.11:
Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés
au niveau de la zone cotonnière du centre-Bénin



D'après les données du tableau 3.24, les garçons de la zone sont relativement plus atteints que les filles tant par le retard de croissance que par l'émaciation (42% de garçons malnutris contre 34% au niveau des filles). C'est le phénomène d'écosensitivité du genre féminin qui se manifeste au niveau de la zone, tout comme au niveau national, dès le jeune âge.

Tableau 3.24
Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone cotonnière
du Centre-Bénin selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat nutritionnel	Sept. 94 - Fév. 95 Garçons		Sept. 94 - Fév. 95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants normaux	137	57.8	140	65.7
Enfants accusant un retard statural	78	32.9	61	28.7
Enfants émaciés	16	6.8	9	4.2
Enfants accusant un retard statural et émaciés	6	2.5	3	1.4
Garçons examinés	237	100.0	213	100

Source : PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

Les deux tranches d'âge sont touchées de façon presque identique par le phénomène de la malnutrition avec cependant le retard de croissance plus remarquable au niveau des enfants de 2 à 5 ans et l'émaciation plus prononcée au niveau des moins de 2 ans (voir tableau 3.25).

Au niveau de la zone, tout comme au niveau national, la malnutrition apparaît liée aux conditions socio-économiques des ménages. En effet, sur l'ensemble des quatre passages, on constate que les enfants des ménages pauvres sont relativement plus touchés par la malnutrition que ceux des autres ménages. Ainsi, on compte environ 40% d'enfants de moins 5 ans malnutris au niveau des ménages pauvres contre 35% au niveau des enfants des ménages vulnérables et 31% seulement au niveau de ceux des ménages non pauvres (cf tableau 3.25).

Tableau 3.25
Etat nutritionnel des enfants de la zone Cotonnière du Centre-Bénin
selon les catégories socio-économiques

a. Enfants 0-2 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non-pauvres		Vulnérables		Pauvres		TOTAL	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	121	72.9	57	63.3	93	58.9	271	65.5
Retard statural	35	21.1	20	22.2	45	28.5	100	24.1
Emaciation	9	5.4	12	13.3	13	8.2	34	8.2
Retard + émaciation	1	0.6	1	1.1	7	4.4	9	2.2
Total	166	100.0	90	100.0	158	100.0	414	100.0

b. Enfants 2-5 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non-pauvres		Vulnérables		Pauvres		TOTAL	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	156	65.5	66	66.7	113	60.8	335	64.1
Retard statural	79	33.2	33	33.3	69	37.1	181	34.6
Emaciation	3	1.3	0	0.0	2	1.1	5	1.0
Retard + émaciation	0	0.0	0	0.0	2	1.1	2	0.4
Total	238	100.0	99	100.0	186	100.0	523	100.0

Tableau 3.25
Etat nutritionnel des enfants de la zone Cotonnière du Centre-Bénin
selon les catégories socio-économiques

c. Enfants 0-5 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non-pauvres		Vulnérables		Pauvres		TOTAL	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	277	68.6	123	65.2	206	59.9	606	64.7
Retard statural	114	28.2	53	28.0	114	33.1	281	30.0
Emaciation	12	3.0	12	6.3	15	4.4	39	4.2
Retard + émaciation	1	0.2	1	0.5	9	2.6	11	1.2
Total	404	100.0	189	100.0	344	100.0	937	100.0

Source : PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

3.7.2 Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans

L'incidence moyenne de la rougeole sur la période d'étude est de 34 cas sur 944 enfants soit 3,6%. Elle est assez faible par rapport à la moyenne nationale de 6,6%.

En ce qui concerne la poliomyélite, ses séquelles ont été enregistrées au niveau de 5 cas sur 944 enfants sur toute la période de l'enquête.

Les maladies diarrhéiques touchent 15% environ des enfants. L'utilisation moyenne de la Thérapie de Réhydratation Orale (TRO) est d'environ 25% au cours des deux derniers passages de l'étude où on a constaté au niveau national une progression sensible de l'utilisation de la TRO (SRO ou SSS).

Tableau 3.26
Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans
de la zone Cotonnière du Centre-Bénin

Etat sanitaire	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94 - Fév 95	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sujets ayant fait la rougeole	17	6.7	4	1.7	3	1.3	10	4.5	34	3.6
Sujets ayant fait la poliomyélite	0	0.0	3	1.2	0	0.0	2	0.9	5	0.5
Sujets ayant fait la diarrhée dans les derniers 15 jours	41	16.2	42	17.4	32	13.9	33	15.0	148	15.7
Sujets recensés	253		241		230		220		944	

Source : PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

Tableau 3.27
Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone cotonnière
du Centre-Bénin selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat sanitaire	Sept. 94 - Fév. 95 Garçons		Sept. 94 - Fév. 95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants ayant fait la rougeole	6	2.5	7	3.3
Enfants ayant fait la poliomyélite	0	0.0	2	0.9
Enfants ayant fait la diarrhée dans les derniers 15 jours	33	13.9	32	15.0
Enfants recensés	237		213	

Source : PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

3.7.3 Utilisation des services socio-sanitaires

Les accouchements assistés par du personnel qualifié dans la zone sont relativement meilleurs par rapport à d'autres zones du pays (69% contre 47% à peine au niveau de l'échantillon national)

L'utilisation assez optimale des structures socio-sanitaires de la zone s'est traduite par des taux de couverture vaccinale assez satisfaisants par rapport aux résultats obtenus pour l'ensemble des huit zones agro-écologiques. En effet, 61% environ des enfants de 12 à 24 mois sont vaccinés contre la rougeole et 64% ont fait la troisième dose du vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (voir tableau 3.28). Au niveau de l'échantillon national, 48,7% seulement des enfants sont vaccinés contre la rougeole et 51,3% ont fait le DTC3.

On constate qu'au niveau de la zone, les parents ont, par rapport à la situation nationale, plus le réflexe de suivre la croissance de leurs enfants. En effet d'après les données du tableau 3.28, 48% des enfants de moins de 2 ans sont suivis du point de vue de la croissance dans la zone contre une moyenne nationale de 37%.

Tableau 3.28
Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants de la zone
cotonnière du Centre-Bénin au cours des deux derniers passages

Autres indicateurs de santé	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Enfants de moins de 5 ans						
Sujets ayant été traités pour la diarrhée par TRO (1)	10	30.3	6	18.8	16	24.6
Sujets nés à la maternité	164	69.2	146	65.8	310	68.9
Sujets recensés de moins de 5 ans	237		213		450	
Enfants de moins de 2 ans						
Sujets vaccinés contre la rougeole (2)	39	66.1	26	54.2	65	60.7
Sujets ayant reçu la 3 ^{ème} dose du DTC (2)	40	67.8	28	58.3	68	63.6
Sujets non suivis dans un centre de suivi de la croissance (3)	59	49.2	50	56.2	109	52.1
Sujets recensés de moins de 2 ans	120		89		209	

Source : PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

- (1) Le pourcentage se rapporte au nombre d'enfants de moins de 5 ans ayant eu la diarrhée indiqué aux deux tableaux précédents.
- (2) Le pourcentage se rapporte au groupe cible, soit les enfants de 12 à 24 mois.
- (3) Le pourcentage se rapporte aux sujets étudiés, soit les enfants de moins de 2 ans.

En cas de maladie, les membres des ménages ruraux de la zone ont plus recours à la médecine moderne (47% vont consulter un agent de santé) puis à l'automédication (26% utilisent des produits pharmaceutiques sans l'avis d'un spécialiste). Contrairement à ce qu'on peut imaginer, la médecine traditionnelle et les plantes médicinales sont très peu utilisées (10% et 12% respectivement).

Les membres des ménages pauvres ou non pauvres accordent la même importance aux pratiques modernes (médecine moderne et automédication). Cependant la pratique de l'automédication est plus fréquente chez les ménages non pauvres que chez les ménages pauvres (31 % contre 20 %) qui font plus recours à la médecine moderne (48% contre 38%). Les pratiques traditionnelles en matière de traitement sont plus utilisées par les ménages non pauvres. Toutefois, les ménages pauvres utilisent beaucoup plus les plantes médicinales que de recourir aux tradipraticiens (voir tableau 3.29 et graphique 3.12).

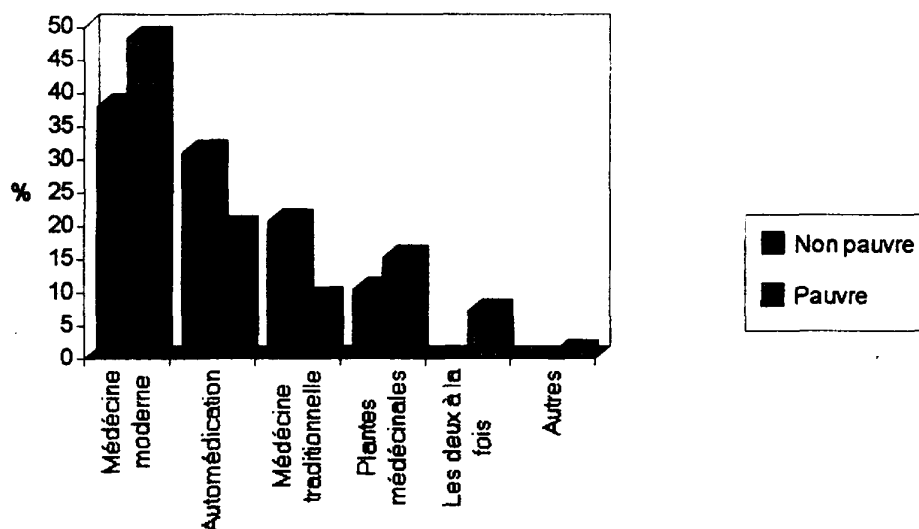
Tableau 3.29
Recours aux soins de santé des membres des ménages selon les différentes catégories socio-économiques de la zone cotonnière du centre Bénin

Type de soins	Non-Pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
Médecine moderne	11	37,9	21	48,8	54	48,2	86	46,7
Médecine traditionnelle	6	20,7	3	7,0	10	8,9	19	10,3
Les 2 à la fois	0	0,0	0	0,0	8	7,1	8	4,3
Automédication	9	31,0	17	39,5	22	19,6	48	26,1
Plantes médicinales	3	10,3	2	4,7	17	15,2	22	12,0
Autres	0	0,0	0	0,0	1	0,9	1	0,5
Total	29	100,0	43	100,0	112	100,0	184	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.12:

Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-économiques au niveau de la zone cotonnière du centre-Bénin

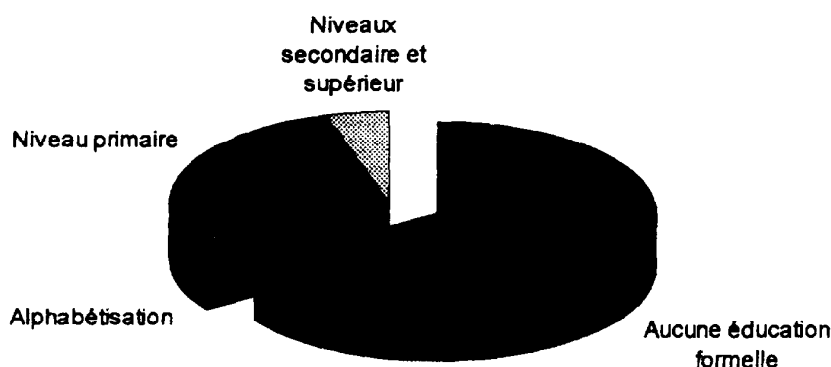


3.8 Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux

Un autre volet important de la caractérisation des pauvres est le niveau de l'éducation. A l'instar des résultats relatifs à la nutrition et à la santé, ceux concernant l'éducation viennent confirmer la faible fréquentation par les ménages ruraux dans leur ensemble des infrastructures socio-économiques de base. En terme de niveau d'éducation, 66 % des membres des ménages n'ont aucune éducation formelle et peuvent être considérés comme analphabètes.

Seuls 26 % des membres des ménages ont fréquenté une fois l'école primaire. Les pourcentages des autres niveaux d'éducation sont minimes (voir tableau 3.31 et graphique 3.13).

Graphique 3.13:
Répartition des membres des ménages ruraux de la zone cotonnière du centre-Bénin selon leur niveau d'éducation



La situation au niveau de l'éducation varie selon la catégorie socio-économique du ménage et le sexe des membres des ménages. Ainsi, le pourcentage de membres analphabètes diminue avec le niveau de richesse alors que celui de membres ayant fréquenté l'école primaire augmente. L'analphabétisme est plus prononcé chez les femmes que chez les hommes: 79 % des femmes sont analphabètes contre 51 % pour les hommes. Au moment où on enregistre 35% de membres ayant fréquenté l'école primaire au niveau des hommes, ce pourcentage n'est que de 18 % au niveau des femmes, soit un rapport de près du simple au double (voir tableau 3.31 et graphique 3.14). Cette différence observée entre genres provient du fait qu'il existe des facteurs sociologiques dans les milieux ruraux qui limitent la fréquentation des institutions de formation formelle par les femmes. Pour accroître la fréquentation de l'école par les filles, il faut dans un premier temps éliminer les facteurs sociologiques contraignants par une sensibilisation des parents aux bienfaits de l'instruction. L'application de la décision de suppression des frais d'écologie pour les filles rurales doit être contrôlée pour garantir son succès. A la longue, l'Etat doit tendre vers la gratuité effective de l'école primaire pour tous les enfants en âge d'être scolarisés. Toutefois, l'adaptation des formations aux besoins réels des ruraux et à la situation économique actuelle du pays est nécessaire pour convaincre les ménages ruraux. En cela l'expérience de Centres de Promotion Rurale (CPR) est à encourager et à généraliser.

Tableau 3.30
Niveau d'éducation des membres des ménages
de la zone cotonnière du Centre-Bénin dans différentes catégories socio-économiques

Niveau d'éducation	Non-pauvres		Pauvres		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucune éducation formelle	93	56,0	357	69,3	631	65,7
Reçu une alphabétisation fonctionnelle	8	4,8	8	1,6	26	2,7
Reçu une alphabétisation en arabe	3	1,8	5	1,0	13	1,4
Fréquenté l'école primaire	50	30,1	128	24,9	247	25,7
Fréquenté l'école secondaire au premier cycle	9	5,4	11	2,1	28	2,9
Fréquenté l'école secondaire au deuxième cycle	3	1,8	5	1,0	15	1,6
Fréquenté l'enseignement supérieur	0	0,0	1	0,2	1	0,1
Total membres	166	100,0	515	100,0	961	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.14:
Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux
de la zone cotonnière du centre-Bénin selon le sexe

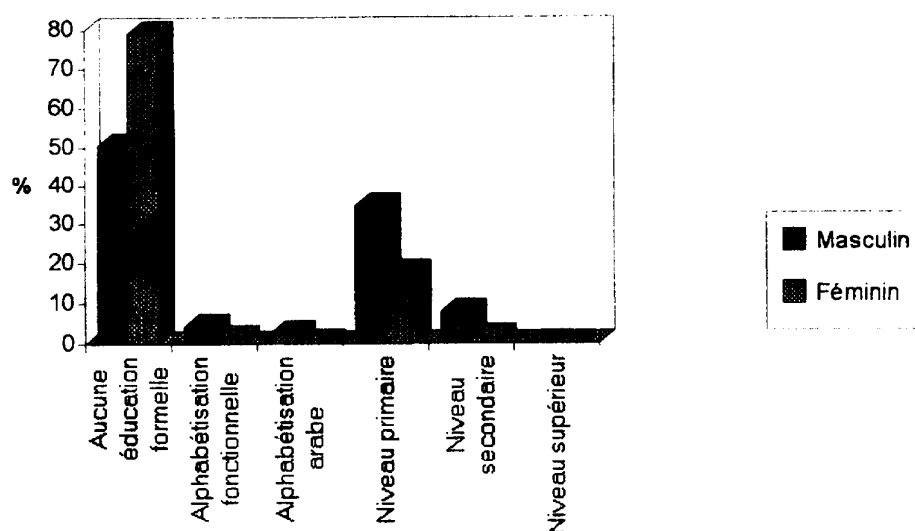


Tableau 3.31
Niveau d'éducation des membres des ménages
de la zone cotonnière du Centre-Bénin selon le sexe des membres

Niveau d'éducation	Hommes		Femmes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucune éducation formelle	230	50,7	401	79,1	631	65,7
Reçu une alphabétisation fonctionnelle	19	4,2	7	1,4	26	2,7
Reçu une alphabétisation en arabe	11	2,4	2	0,4	13	1,4
Fréquenté l'école primaire	158	34,8	89	17,6	247	25,7
Fréquenté l'école secondaire au premier cycle	22	4,8	6	1,2	28	2,9
Fréquenté l'école secondaire au deuxième cycle	13	2,9	2	0,4	15	1,6
Fréquenté l'enseignement supérieur	1	0,2	-	-	1	0,1
Total membres	454	100	507	100	961	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Parmi les enfants d'âge scolaire, la situation est relativement meilleure par rapport à la situation d'ensemble. Le taux de scolarisation est d'environ 40 %; ce qui est supérieur à la moyenne nationale (32%). En ce qui concerne les autres ordres d'enseignement, les taux sont minimes ou parfois nuls (voir tableau 3.32).

Le taux de scolarisation est plus élevé chez les ménages non pauvres que chez les ménages pauvres (62% contre 37%) (voir graphique 3.15). Les garçons sont relativement plus instruits que les filles (51% contre 29%) (voir tableau 3.36 et 3.37).

Graphique 3.15:
Taux de scolarisation des enfants de la zone cotonnière du centre-Bénin
selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux

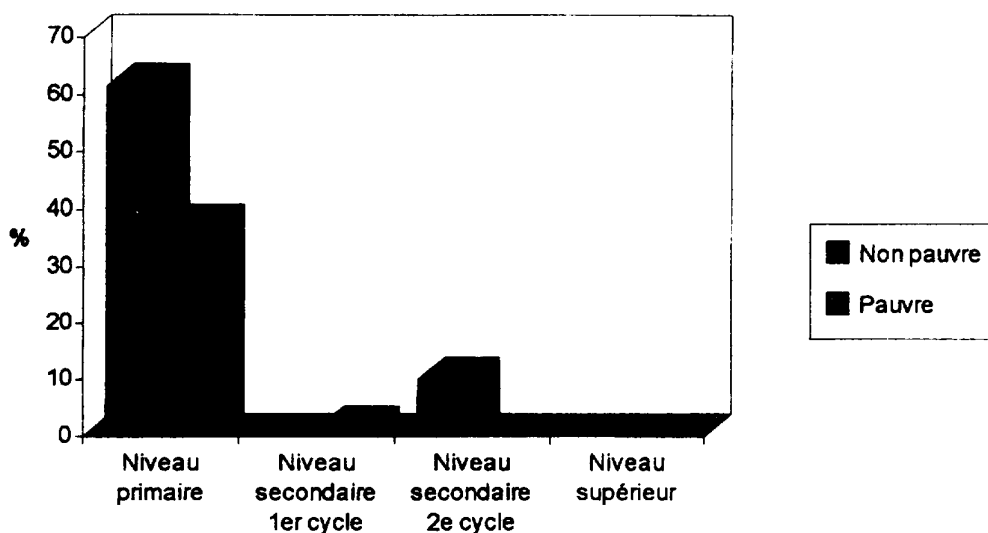


Tableau 3.32
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages
de la zone cotonnière du Centre-Bénin selon la catégorie socio-économique

Niveau d'instruction	Non-pauvre		Pauvre		Total	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
* Niveau primaire	24	61,5	61	37,0	116	40,3
* Niveau secondaire premier cycle	0	0,0	1	1,4	5	4,0
* Niveau secondaire deuxième cycle	1	10,0	0	0,0	3	5,3
* Niveau supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Source PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.33
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages
de la zone cotonnière du Centre-Bénin selon le sexe de l'enfant

Niveau d'instruction	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
* Niveau primaire	76	50,7	40	29,0	116	40,3
* Niveau secondaire premier cycle	4	6,6	1	1,6	5	4,0
* Niveau secondaire deuxième cycle	3	11,1	0	0,0	3	5,3
* Niveau supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Source PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

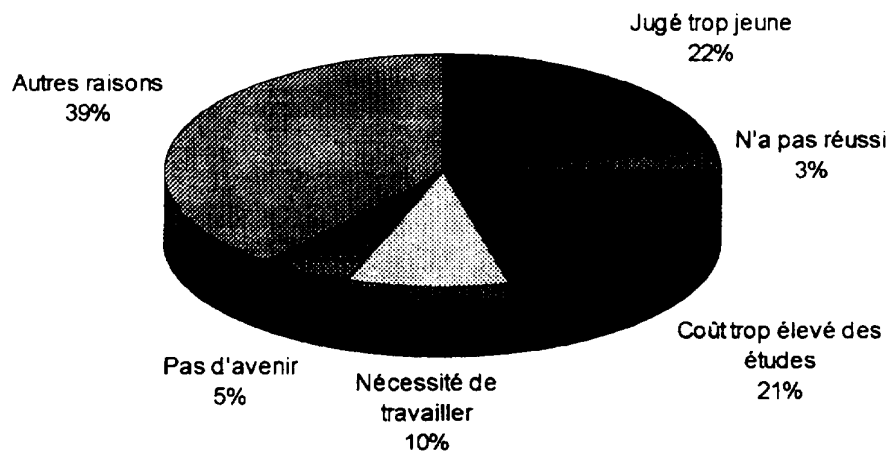
Les principales raisons évoquées pour expliquer la non scolarisation des enfants sont dans l'ordre d'importance : l'âge jugé insuffisant (22 %) , le coût trop élevé des études (21 %) et la nécessité de travailler (10 %) (voir graphique 3.16). Les raisons évoquées montrent d'une part l'ignorance par les membres des ménages ruraux de la réglementation en matière d'inscription des enfants à l'école et d'autre part la prise en compte de l'environnement socio-économique dans leur prise de décisions. En effet, le fait de ne pas mettre les enfants de plus de 5 ans à l'école primaire relève de l'ignorance ou d'une mauvaise volonté auxquelles il convient de remédier pour améliorer le niveau d'instruction des enfants. Ceux qui rentrent dans le système très tardivement ont relativement peu de chance de sortir avec un parchemin. Par ailleurs, la raison du coût de scolarisation pour justifier la non scolarisation des enfants procède de l'environnement socio-économique actuel du pays. Le changement de la parité du F CFA intervenu en janvier 1994 a contribué au rencherissement du coût de l'éducation supporté par les parents malgré les dispositions prises par l'Etat en vue d'annuler l'effet de cette décision dans ce domaine. La pratique de la culture cotonnière nécessite une main d'oeuvre importante surtout au moment des récoltes. Ainsi, les parents ayant besoin de cette main d'oeuvre et dans le souci de réduire les charges d'exploitation sont souvent amenés à garder leurs enfants à la maison pour les aider aux champs. Ceci justifie la 'nécessité de travailler' comme troisième principale raison de non scolarisation des enfants.

Tableau 3.34
Raisons de non-scolarisation des enfants des ménages
de la zone cotonnière du Centre-Bénin selon le sexe

Raisons évoquées	Masculin		Féminin		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Jeune	25	23,6	30	21,0	55	22,1
N'a pas réussi	3	2,8	4	2,8	7	2,8
Coût trop élevé	24	22,6	29	20,3	53	21,3
Nécessité de travailler	6	5,7	18	12,6	24	9,6
Pas d'avenir	0	0,0	13	9,1	13	5,2
Manque de place	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Autre	48	45,3	49	34,3	97	39,0
Total	106	100,0	143	100,0	249	100,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.16:
Raisons de non scolarisation des enfants de la zone cotonnière du centre-Bénin



3.9 Patrimoine des ménages ruraux

En milieu rural de la zone cotonnière du Centre-Bénin, l'habitat traditionnel (maison avec mur en terre et toit en paille) est presque inexistant. Pratiquement, toutes les maisons sont couvertes en tôle dont 60% ont des murs en agglomérés et 40% avec des murs en terre. On note ainsi dans la zone le passage de l'habitat traditionnel vers l'habitat moderne. Les revenus procurés par la culture du coton pourraient être à la base de cette évolution. Il n'existe cependant pas de lien apparent entre pauvreté et type de maison possédée (voir tableau 3.35).

Les ménages ruraux de la zone cotonnière du Centre-Bénin ne possèdent presque pas les autres installations fixes. En effet, à l'exception des greniers qu'on rencontre à raison de 0,59 en moyenne par ménage, toutes les autres installations fixes sont presque inexistantes dans le patrimoine des ménages : moins de 1 pour 10 ménages. On n'observe pas de différence entre ménages pauvres et non pauvres dans ce domaine (voir tableau 3.36).

Tableau 3.35
Nombre moyen et pourcentage des maisons
selon le type et la catégorie socio-économique des ménages

Type de maison	Non-pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre moyen de maisons par ménage	% du total des maisons	Nombre moyen de maisons par ménage	% du total des maisons	Nombre moyen de maisons par ménage	% du total des maisons
Murs en agglomérés-toit en tôle	.85	58.33	1.02	60.80	.94	59.74
Murs en terre-toit en tôle	.61	41.67	.66	39.20	.64	40.26
Total	1.45	100.00	1.67	100.00	1.58	100.00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.36
Nombre moyen des installations fixes
selon le type et la catégorie socio-économique des ménages

Autres installations fixes	Non-pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre d'installations recensées	Nombre moyen d'installations par ménage	Nombre d'installations recensées	Nombre moyen d'installation par ménage	Nombre d'installations recensées	Nombre moyen d'installation par ménage
Bergerie			2	.02	3	.02
Grenier	18	.55	73	.61	116	.59
Crib	3	.09	10	.08	14	.07
Porcherie	1	.03	6	.05	10	.05
Magasin de stockage	2	.06	4	.03	7	.04
Autres installation	2	.06	8	.07	13	.07

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

En ce qui concerne l'équipement et le petit matériel agricole, seuls les petits matériels agricoles (houes, machettes, etc) se retrouvent dans tous les ménages ruraux. Ce sont des instruments rudimentaires qu'un ménage agricole doit nécessairement posséder. Très peu de ménages sont propriétaires des autres équipements et matériels agricoles: moins de 5 unités de chaque type pour 100 ménages en moyenne (voir tableau 3.37).

Parmi les équipements ménagers et de transport, le foyer traditionnel, le poste radio et la bicyclette sont les équipements les plus répandus. On en dénombre respectivement 0,58, 0,50 et 0,62 en moyenne par ménage, soit au moins 1 pour deux ménages. Seule la possession du foyer traditionnel semble être l'apanage des pauvres. Ils en possèdent en moyenne 0,65 par ménage contre 0,36 pour les ménages non-pauvres (voir tableau 3.38). En revanche les ménages non pauvres utilisent plus de réchauds à pétrole que les ménages pauvres.

Dans la zone cotonnière du Centre-Bénin, on note l'apparition des bovins dans le système d'élevage. Les ménages possèdent en moyenne 0,51 boeuf. L'élevage des petits ruminants est le plus développé après celui des volailles. On dénombre en moyenne 1,5 ovin, 2 caprins, 1,4 porcins et 10,3 poulets par ménage dans la zone. Les autres espèces animales se rencontrent moins fréquemment dans les ménages ruraux de la zone. Les ménages non-pauvres possèdent en moyenne plus de bovins et de caprins que les ménages pauvres. La situation inverse s'observe pour ce qui est des ovins et des porcins (voir tableau 3.39). Une promotion de l'élevage dans le cadre de la lutte contre la pauvreté devra alors porter sur les petits ruminants et les porcins.

Tableau 3.37
Nombre moyen par type d'équipement agricole possédé par le ménage rural
de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Equipement et matériel agricole	Non pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage
Attelage complet			2	.02	3	.02
Appareil de traitement	2	.06	5	.04	8	.04
Rapeuse manuelle					1	.01
Décortiqueuse			2	.02	2	.01
Autres équipements et petits matériels agricoles	75	2.27	323	2.71	498	2.55

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.38
Nombre moyen par type d'équipement ménager possédé par le ménage rural
de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Equipement ménager	Non-pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre d'installations recensées	Nombre moyen d'installations par ménage	Nombre d'installations recensées	Nombre moyen d'installation par ménage	Nombre d'installations recensées	Nombre moyen d'installation par ménage
Moulin manuel			1	.01	1	.01
Moulin à moteur	1	.03	1	.01	2	.01
Foyer amélioré			2	.02	2	.01
Foyer traditionnel	12	.36	77	.65	113	.58
Réchaud à pétrole	5	.15	5	.04	12	.06
Poste radio	15	.45	57	.48	97	.50
Téléviseur	2	.06	2	.02	4	.02
Magnétoscope	2	.06	5	.04	8	.04
Groupe électrogène			1	.01	1	.01
Mobylette/moto	12	.36	27	.23	45	.23
Bicyclette	15	.45	71	.60	120	.62
Automobile/camionnette	1	.03			1	.01
Autres équipements ménagers	103	3.12	459	3.86	721	3.70

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.39
Nombre moyen par espèce d'animaux possédé par le ménage rural
de la zone cotonnière du Centre-Bénin

Espèces animales	Non-pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage
Bovins	24	.73	53	.45	99	.51
Ovins	29	.88	212	1.78	300	1.54
Caprins	102	3.09	233	1.96	401	2.06
Porcins	20	.61	148	1.24	241	1.24
Poulets	368	11.15	1241	10.43	2016	10.34

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES

Cette section traite des difficultés rencontrées et des stratégies adoptées par les ménages ruraux dans le cadre des activités quotidiennes qu'ils mènent dans la zone en vue d'améliorer leurs conditions de vie. L'analyse met en évidence les différences et les similitudes dans les attitudes et les perceptions existant d'une part entre chefs de ménages hommes et les femmes et d'autre part entre les ménages pauvres et non pauvres.

4.1 Difficultés des chefs de ménages hommes et des femmes en milieu rural

Les difficultés liées à la production végétale sont les plus nombreuses et sont suivies d'assez loin par celles relatives à l'élevage, le commerce et l'environnement. Avec plus de 80 % des problèmes cités, il est évident que le secteur agricole pris au sens large (production végétale et animale) représente non seulement un secteur stratégique pour la population, mais un secteur qui fait face à de nombreuses contraintes qui limitent son développement.

Une comparaison par secteur des fréquences des difficultés citées par les chefs de ménages hommes et par les femmes, montre qu'en dehors de la transformation agro-alimentaire, les classements des secteurs sont similaires.

Toutefois, des différences significatives apparaissent quant aux poids accordés à la transformation agro-alimentaire, au commerce et à la chasse. Ainsi, les hommes concentrent leurs activités dans la production végétale mais accordent moins d'attention que les femmes à la transformation agro-alimentaire et au commerce.

En ce qui concerne les principales difficultés citées par les chefs de ménages hommes dans la zone, on constate à partir des dix plus importantes, qu'elles font souvent référence au secteur de la production végétale.

La première difficulté qui apparaît est la « *pénibilité du travail agricole* » (19,0 % du total des citations) qui traduit en fait le caractère rudimentaire des outils utilisés. Suivent le *manque de crédit* (9,7 %), *l'appauvrissement des sols* (6,9 %), *le coût élevé des intrants* et *de la main-d'oeuvre* (respectivement 5,0 % et 4,3 %) qui sont des difficultés qui ont été citées le plus souvent par des ménages exerçant dans le secteur de la production végétale.

Les problèmes de vol d'animaux et d'appauvrissement des forêts en gibiers ont été évoqués pour les ruraux vivant des produits de l'élevage et de la pêche (respectivement).

En ce qui concerne spécifiquement les femmes, elles citent également la *pénibilité du travail agricole* (19,4 %), le *manque de crédit* (7,8 %) et le *coût des intrants trop élevé* (5,9 %) parmi les principales difficultés rencontrées dans la production végétale. En plus du manque de crédit, le manque d'équipements adaptés et le manque de débouchés pour les produits de transformation sont des difficultés qui ont été évoquées à plusieurs reprises par les femmes.

Tableau 4.1
Principales difficultés citées par les chefs de ménages hommes

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total des citations
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	88	19.0
Production végétale	Manque de crédit agricole	45	9.7
Production végétale	Appauvrissement du sol	32	6.9
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	23	5.0
Production végétale	Coût élevé de la main-d'œuvre agricole	20	4.3
Environnement	Problème de sécheresse	19	4.1
Elevage	Problème de vol d'animaux	19	4.1
Chasse	Appauvrissement des forêts en gibier	16	3.5
Production végétale	Main-d'œuvre agricole non disponible	15	3.2
Production végétale	Absence de débouchés pour les produits agricoles	15	3.2

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.2
Principales difficultés citées par les femmes

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	62	19.4
Production végétale	Manque de crédit agricole	25	7.8
Production végétale	Coût trop élevé des intrants agricoles	19	5.9
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés de transformation agro-alimentaire	16	5.0
Elevage	Problème de vol d'animaux	14	4.4
Elevage	Problème de pâturage	13	4.1
Elevage	Absence de débouchés des produits d'élevage	12	3.8
Transformation agro-alimentaire	Problème de débouchés/écoulement des produits transformés	12	3.8
Environnement	Problème de sécheresse	11	3.4
Production végétale	Appauvrissement du sol	10	3.1

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

4.2 Difficultés des ménages ruraux non pauvres et pauvres

On note une similitude dans le classement des secteurs découlant des opinions des ménages pauvres et des ménages non pauvres. On constate toutefois, que les ménages pauvres éprouvent un peu plus de difficultés que les ménages non pauvres au niveau de la production végétale et animale ainsi que de l'environnement et inversement moins de difficultés pour la transformation agro-alimentaire, le commerce et la chasse.

Les tableaux 4.3 et 4.4 présentent en ordre décroissant les dix principales difficultés citées par les ménages non pauvres et pauvres respectivement. Parmi les difficultés citées, trois d'entre elles sont nettement apparues en tête et le plus souvent citées par les ménages pauvres et les ménages non pauvres. Il s'agit de *la pénibilité du travail agricole manuel* (17,2 % pour les non pauvres et 22,9 % pour les pauvres) *le manque de crédit* (8,3 % pour les non pauvres et 9,9 % pour les pauvres) et *l'appauvrissement des sols* (7,7 % pour les non pauvres et 4,6 %

pour les pauvres). En associant l'appauvrissement des sols au problème de sécheresse évoqué par 4,9 % des ménages pauvres, il semble que ces derniers ont à faire face à des problèmes liés à l'environnement ou à la nature qui apparaissent en outre comme un problème majeur pour eux.

De même, le *coût des intrants semble trop élevé et les matériels adaptés insuffisants* pour les deux groupes de ménages dans les mêmes proportions (près de 4,2 % et 2,4 % du total des difficultés citées respectivement pour les coûts des intrants et les matériels adaptés). Lorsqu'on ajoute à l'enclavement de la zone la dévaluation du FCFA, on comprend mieux que le coût élevé des intrants et des équipements agricoles constitue une difficulté importante pour les ménages de la zone et en particulier pour les ménages pauvres. En effet, les producteurs de cette zone n'ont pas bénéficié du relèvement des prix des produits locaux suite à la dévaluation.

Tableau 4.3
Principales difficultés citées par les ménages non pauvres

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	29	17.2
Production végétale	Manque de crédit agricole	14	8.3
Production végétale	Appauvrissement du sol	13	7.7
Production végétale	Main-d'oeuvre agricole non disponible	8	4.7
Elevage	Problème de vol d'animaux	7	4.1
Production végétale	Coût trop élevé des intrants agricoles	7	4.1
Commerce	Marge réduite	6	3.6
Elevage	Problème de pâturage	6	3.6
Production végétale	Problème d'enclavement	5	3.0
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés pour la transformation	4	2.4

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.4
Principales difficultés citées par les ménages pauvres

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	79	22.9
Production végétale	Manque de crédit agricole	34	9.9
Environnement	Problème de sécheresse	17	4.9
Production végétale	Absence de débouchés des produits agricoles	16	4.6
Production végétale	Appauvrissement du sol	16	4.6
Elevage	Problème de pâturage	16	4.6
Production végétale	Coût trop élevé des intrants agricoles	15	4.3
Elevage	Problème de vol d'animaux	13	3.8
Production végétale	Coût élevé de la main d'oeuvre agricole	13	3.8
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés pour la transformation agro-alimentaire	8	2.3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Il apparaît toutefois deux types de difficultés rencontrées par seulement les ménages non pauvres. Il s'agit de *la marge réduite* (3,6 %) réalisée dans les activités de commerce (on notera que les pauvres s'adonnent peu au commerce) et du *problème d'enclavement* (3%). Cette dernière difficulté pourrait semble-t-il être rapprochée de « l'absence des débouchés » citée par les ménages pauvres (4,6 % du total).

4.3 Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux

Cette section décrit les stratégies mises en place par les ménages ruraux dans le cadre de l'amélioration de leurs conditions de vie. L'analyse portera sur ce qu'ils estiment être les causes des difficultés auxquelles ils ont à faire face et les solutions adoptées.

Les tableaux 4.5 et 4.6 présentent pour les quatre principales difficultés rencontrées par les ménages pauvres et non pauvres, les trois (3) causes majeures pouvant expliquer selon eux chacune de ces difficultés et les solutions qu'ils ont adoptées pour réduire les effets de ces contraintes. Les colonnes des pourcentages donnent l'importance relative de la cause ou de la solution retenue dans l'ensemble des causes et des solutions citées par difficulté. Trois principales causes et solutions seulement ont été retenues pour les fins de l'analyse pour chaque difficulté, ce qui explique que le total par difficulté peut être inférieur à cent pour cent.

L'analyse de ces quatre principales difficultés sera complétée par celle de certaines autres déjà examinées dans la section précédente.

Tableau 4.5
Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres

Difficultés	Causes	%	Solutions adoptées	%
- Pénibilité du travail agricole manuel	- Manque de technologies économisant l'effort physique	50	- Utilisation de toute la main-d'oeuvre familiale disponible	26
	- Manque de capital pour investir dans l'équipement	25	- Limiter les superficies au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base	20
	- Main-d'oeuvre insuffisante pour la surface cultivée	11	- Aide ou entraide entre producteurs	19
- Manque de crédit agricole	- Manque de capital minimum	50	- Aide ou entraide entre producteurs par l'emprunt d'équipement ou d'argent	23
	- Manque d'accès au crédit	24	- On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	23
	- Ignorance ou incompréhension des mécanismes d'obtention du crédit	14	- Réduire l'investissement ou on fait petit-à-petit	17
- Problème de sécheresse	- Manque de connaissance de techniques culturales adaptées à la sécheresse	49	- On accepte ce phénomène naturel	24
	- Surexploitation de terres peu fertiles	17	- On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	19
	- Infrastructures insatisfaisantes (points d'eau)	12	- Redoublement d'effort	14
- Appauvrissement du sol	- Surexploitation de terres peu fertiles	95	- Utilisation d'engrais lorsque possible	37
	- Manque d'accès à des terres pour l'agriculture ou l'élevage	5	- Changement de technique culturale	37
			- Technique d'enrichissement du sol (jachère, fumure, etc)	16

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.6
Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres

Difficultés	Causes	%	Solutions adoptées	%
- Pénibilité du travail agricole	- Manque de technologies économisant l'effort physique	49	- Utilisation de toute la main-d'oeuvre familiale disponible	22
	- Manque de capital pour investir	18	- Redoublement d'effort	19
	- Main-d'oeuvre insuffisante pour la surface cultivée	15	- Limiter les superficies au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base	19
- Manque de crédit agricole	- Manque de capital minimum	50	- Aide/entraide entre producteurs ou Emprunt à des voisins	40
	- Manque d'accès au crédit	17	- Location ou emprunt d'équipement à des voisins	13
- Appauvrissement du sol	- Surexploitation de terres peu fertiles	77	- Réduire l'investissement. On fait petit-à-petit	13
	- Environnement naturel hostile	15	- Technique d'enrichissement du sol (jachère, fumure)	27
			- Utilisation d'engrais	27
- Problème d'enclavement	- Situation géographique et caractéristiques du sol peu propice	95	- On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	18
	- Infrastructures insatisfaisantes (voies)	5	- Ecoulement des produits selon possibilité physique	6
	- Manque de moyens de transport	11	- Utilisation des moyens rudimentaires pour l'écoulement (vélo, sur la tête)	33

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- **Premier type de difficulté : Pénibilité du travail agricole manuel**

Pour l'ensemble des ménages ruraux (pauvres et non pauvres) les trois raisons ci-dessous expliquent cette difficulté qui, comme on l'a déjà vu, est de loin la plus durement vécue par eux :

- * la non-disponibilité par eux de matériels techniques et des équipements pouvant leur permettre une économie d'effort physique ;
- * l'insuffisance de moyens financiers pour acquérir des équipements plus modernes
- * l'insuffisance de main-d'oeuvre par rapport aux superficies des terres à cultiver.

Pour faire face à la pénibilité du travail, les ménages ruraux ont recours en premier, à la main-d'oeuvre familiale (on comprend mieux pourquoi ils estiment qu'avoir beaucoup d'enfants et de femmes contribuerait à améliorer leur bien-être), solution qu'ils combinent souvent avec la limitation des superficies à cultiver au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base. En troisième lieu, les ménages non pauvres indiquent toutefois, qu'ils redoublent d'effort devant l'ardeur du travail tandis que les ménages pauvres sollicitent davantage l'aide des autres producteurs.

- **Deuxième type de difficulté : Le manque de crédit**

Les ménages ruraux estiment qu'ils n'ont pas accès au crédit essentiellement parce qu'ils n'arrivent pas à réunir le capital minimum requis. En outre, les ménages pauvres pensent que cette situation serait également due à leur méconnaissance des mécanismes d'obtention de crédit.

Dans ce cas, une seule solution semble avoir été véritablement adoptée par les ménages ruraux : avoir recours à l'entraide mutuelle (pour l'emprunt d'argent ou d'équipement). Si cela n'est pas possible, ils « font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont ». Cette attitude des ménages ruraux de la zone pose clairement la question du financement du secteur rural.

- **Troisième type de difficulté : L'appauvrissement des sols**

Dans la zone, les ménages ruraux disposent en général de terres souvent dégradées et peu fertiles. Cela est reconnu par les ménages non pauvres qui pensent que l'environnement naturel leur est hostile. C'est cette situation, selon les ménages ruraux, qui les a conduit à une surexploitation des terres déjà peu fertiles, appauvrissant ainsi davantage les sols.

Pour lutter contre l'appauvrissement de leurs sols, les ménages ruraux pratiquent des techniques d'enrichissement du sol (jachère, fumure) ou utilisent des engrais. Ces solutions sont utilisées de façon plus systématique chez les ménages non pauvres tandis que les ménages pauvres, faute de ressources, procèdent à un changement de techniques culturales.

- **Quatrième type de difficulté : L'enclavement des villages de la zone**

Ce problème est surtout ressenti par les ménages non pauvres qui éprouvent des difficultés pour écouler les surplus de production et pour acquérir des facteurs de production. Elle serait due au mauvais état des infrastructures (routes, pistes et ponts) et du manque de moyens de transport.

Dans la mesure où ils ne disposent pas souvent de bons moyens de transport et compte tenu de la qualité des voies, les ménages ruraux utilisent des engins à deux roues ou le cas échéant transportent les marchandises sur leur tête.

- **Cinquième type de difficulté : La sécheresse**

Selon les ménages ruraux, surtout les ménages pauvres qui semblent le plus affectés par ce problème, ils vivent mal les effets de la sécheresse parce qu'ils ne connaissent pas de techniques culturales adaptées à la situation. Par ailleurs, la surexploitation des sols ne favorisent guère la situation, pas plus que l'insuffisance des points d'eau dans la zone. Très peu de ménages ruraux réagissent face à ce problème devant lequel ils préfèrent se résigner.

Il apparaît globalement que devant leurs situations, les solutions préconisées par les ménages pauvres et non pauvres restent largement insuffisantes eu égard au profil de pauvreté et aux fortes contraintes environnementales de la zone. D'une manière générale, les ménages semblent plutôt se résigner face à leur situation et favorisent l'entraide pour surmonter les difficultés qu'ils rencontrent.

- **Sixième type de difficulté : Coût trop élevé des intrants agricoles**

Selon les ménages ruraux, la principale cause du coût élevé des intrants agricoles est la dévaluation du F.CFA qui a doublé le coût des engrais chimiques et des produits phytosanitaires importés. Une alternative pour certains ménages consiste à s'approvisionner en intrants à partir du Nigéria. Mais les taxes et les péages informels des agents de l'administration renchérissent les coûts de ces intrants. La troisième cause évoquée est la non disponibilité des intrants au niveau de certaines localités; la commercialisation des intrants n'étant pas rentable pour les commerçants dans lesdites localités.

Face aux coûts élevés des intrants agricoles, les ménages ruraux adoptent deux principales solutions à savoir la réduction des quantités d'intrants utilisés par unité de superficie et la substitution du travail aux intrants. La première solution adoptée contribue à une faible productivité et par conséquent conduit les ménages ruraux dans un cercle vicieux de la pauvreté.

- **Septième type de difficulté : Manque de matériels adaptés pour la transformation agro-alimentaire**

Le manque de matériels adaptés pour la transformation agro-alimentaire vient d'une part du manque de capital nécessaire pour acheter l'équipement, même à crédit et d'autre part du manque de technologies adaptées aux conditions de fonctionnement en milieu rural et aux connaissances des ménages ruraux.

Pour remédier à cette difficulté les ruraux, notamment les femmes essayent de se débrouiller avec les moyens de bord. Elles n'ont pas vraiment d'alternatives dans une situation de contraintes financières et de manque d'accès au crédit.

- **Huitième type de difficulté : Absence de débouchés pour l'écoulement des produits d'élevage et ceux transformés**

Cette difficulté est liée essentiellement à l'enclavement de certaines localités et au manque de moyen de transport adéquat. Ceci entraîne un déséquilibre entre l'offre et la demande de ces produits au niveau local; ce qui par surcroît réduit les marges bénéficiaires qui apparaît aussi comme une difficulté des femmes.

Face à cette difficulté aucune solution pertinente n'est adoptée au niveau de la zone sinon que la population se résigne.

- **Neuvième type de difficulté : Problème de vol d'animaux/Manque de pâturage**

Selon les ménages ruraux, les vols d'animaux sont le fait d'une part de chômeurs ou des désœuvrés qui dans l'oisiveté tombent dans le banditisme ou résultent d'autre part des problèmes de règlement de compte ou conflits entre populations d'un même quartier ou village voire de la même zone. Certains membres des ménages pensent que c'est souvent l'oeuvre des transhumans étrangers qui emportent dans leurs troupeaux les bêtes qui sont au pâturage et souvent surveillées par des enfants. L'entrée de ces transhumans étrangers engendre une autre difficulté celle du manque de pâturage.

Les ménages ruraux sont le plus souvent résignés face à cet état de fait. Un certain nombre de ménages non pauvres essaient d'améliorer la surveillance des bêtes en prenant un gardien. Le recours aux autorités politico-administratives est relativement moins fréquent en raison de sa faible efficacité. Cependant ces dernières, en ce qui concerne la transhumance sont en train de prendre des mesures pour empêcher l'entrée des éleveurs étrangers.

- **Dixième type de difficulté : Coût élevé/Manque de main-d'oeuvre agricole**

Le manque d'accès au crédit et aux intrants agricoles fait en sorte que le principal facteur de production agricole reste la main-d'oeuvre. L'appauvrissement des sols a conduit à une augmentation des superficies cultivées pour compenser la baisse de productivité, ce qui demande plus de main-d'oeuvre. Il arrive souvent des périodes de pointe de demande excessive de main-d'oeuvre comme les périodes de récolte du coton. Cette forte demande engendre un coût élevé pour la main-d'oeuvre salariée. Cela fait que les ménages pauvres subissent en particulier un manque de main-d'oeuvre car ils n'ont pas les moyens d'engager de la main-d'oeuvre salariée.

Face au coût élevé de la main-d'oeuvre agricole, les ménages ruraux essaient d'utiliser au maximum la main-d'oeuvre familiale (cela se ressent sur le taux de fréquentation et les raisons de non scolarisation des enfants). Cependant cette ressource fortement sollicitée a ses limites, ce qui amène les ménages à limiter les superficies au strict minimum. Il s'agit là d'une solution de survie qui de surcroît conduit à un cercle vicieux de la pauvreté.

En dehors du revenu beaucoup d'autres paramètres interviennent dans les difficultés des ménages ruraux. Indiscutablement les problèmes des ménages ruraux sont liés à trois paramètres majeurs à savoir:

- le niveau de formation de la population*
- l'accès aux services sociaux de base*
- l'accès aux ressources productives*

Comme on peut le constater à travers les problèmes qui viennent d'être évoqués par les ménages ruraux tant pauvres que non pauvres, c'est seulement le dernier paramètre qui est mis en cause par l'énumération des difficultés comme: pénurie de terre, appauvrissement des terres, manque de crédit, manque d'équipements et d'intrants agricoles, manque de matériels adaptés à la transformation agro-alimentaire, marge bénéficiaire réduite, pénibilité du travail agricole manuel, etc.

Les mesures préconisées par ces ménages pour remédier aux problèmes ne sont pas pertinentes. Les ménages sont dans la plupart des cas résignés ou adoptent des solutions qui indéniablement les conduisent dans un cercle vicieux de la pauvreté. C'est pourquoi il est urgent de concevoir un programme raisonnable qui devra prendre en compte la résolution des problèmes afférents non seulement à ces trois paramètres mais également régler les problèmes d'environnement institutionnel c'est à dire susciter la participation communautaire. Le chapitre 6 relatif aux lignes d'orientations tente de faire une proposition de canevas dans ce sens.

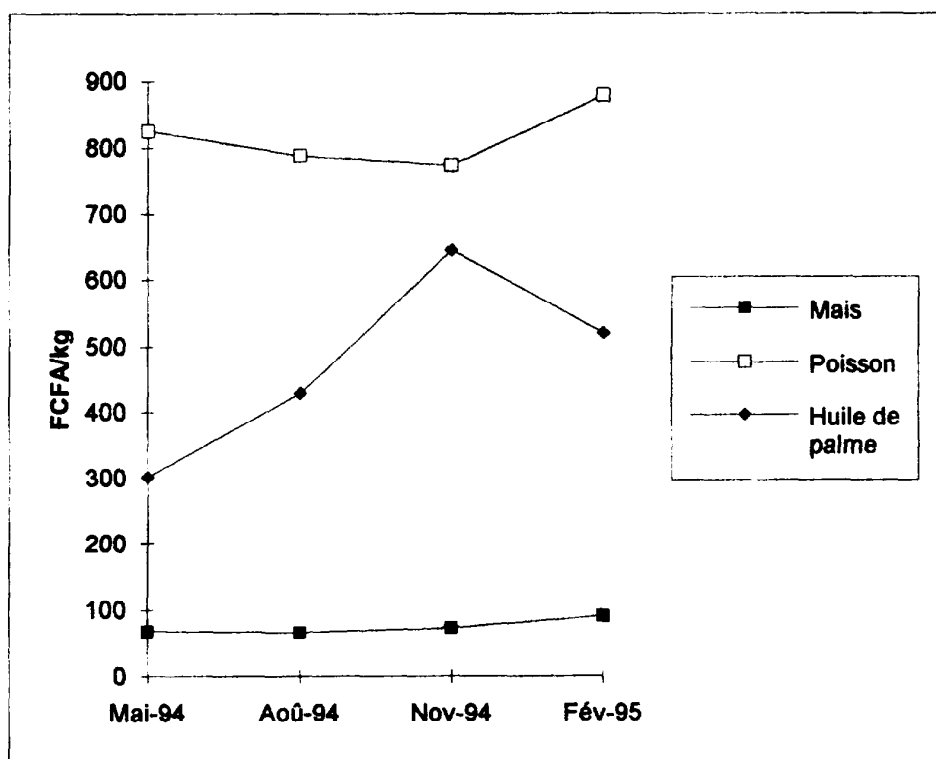
V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA

5.1 L'évolution des prix sur les marchés ruraux

Les données fournies par l'ECVR permettent une analyse détaillée par zone agro-écologique des prix des produits alimentaires sur les marchés ruraux de mai 1994 à février 1995. Ces données sont disponibles pour les quatre passages de l'ECVR, soit mai, août et novembre 1994 et février 1995. On s'intéresse d'une part aux fluctuations entre les différents passages et d'autre part à la tendance entre le premier et le quatrième passages.

Les fluctuations de prix ont varié de faibles (maïs et poisson) à moyennes (huile de palme). La tendance annuelle est variable, de la stabilité (poisson) à la hausse forte (huile de palme) en passant par la hausse moyenne (maïs) (voir graphique 5.1).

Graphique 5.1
Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone cotonnière du centre Bénin



Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.2. Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux

Comme dans la zone Ouest Atacora, les ménages ruraux de la zone cotonnière du centre Bénin ont légèrement plus souvent réduit leur quantité consommée de produits locaux que l'ensemble des ménages au niveau national (+6%). Les principaux produits affectés sont l'huile de palme, le poisson, la viande et l'huile d'arachide. Par contre les ménages ont peu réduit leur quantité consommée de maïs et de condiment ; le premier n'ayant pas vraiment de substitut, le deuxième étant nécessaire pour le goût. Quant aux changements dans les comportements de consommation des produits alimentaires importés, ils sont assez similaires à ceux mentionnés au niveau national.

Tableau 5.1
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone

Produits	% des citations par produit					Nombre total de citations	% total citations produits locaux
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse		
Huile de palme	89,7	1,5	5,9	2,9	0,0	68	16,2
Poisson	82,7	1,3	8,0	8,0	0,0	75	17,8
Viande	80,9	6,4	4,3	8,5	0,0	47	11,1
Maïs	35,9	20,5	41,0	2,6	0,0	39	9,2
Huile d'arachide	86,5	0,0	2,7	10,8	0,0	37	8,8
Condiment	38,2	0,0	55,9	5,9	0,0	34	8,1
Produits locaux	63,6	14,5	15,9	5,4	0,7	429	100
Produits importés	76,5	0	5	17,7	0,7	417	NP
Total produits	70	7,3	10,5	11,5	0,7	846	NP

NP: Non pertinent

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.3 Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation non alimentaire des ménages ruraux

Les postes de dépenses non alimentaires dans la zone cotonnière du centre Bénin sont classés de manière similaire au classement national. Cependant les ménages ruraux ont plus souvent réduit leur quantité et moins souvent la qualité et ce, pour tous les postes.

Tableau 5.2
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation
de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone

Postes	% des citations par produit					% total citations produits non alimentaires
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse	
Habillement	60,4	0,0	1,5	35,8	2,3	34,0
Santé	62,9	5,0	15,3	14,9	2,0	26,4
Obligations sociales	36,0	10,5	31,6	21,9	0,0	14,9
Logement	70,5	5,7	11,4	11,4	1,0	13,7
Transport	81,9	1,2	2,4	13,3	1,2	10,9
Total	61,7	3,6	11,1	22,4	1,6	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.4. Impact de la dévaluation sur la production vivrière des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact modéré positif sur la production vivrière. La rentabilité des cultures vivrières a augmenté (49% des citations, soit 6% de plus que la moyenne nationale), en particulier pour le maïs, le haricot et l'arachide. Par contre, les quantités n'ont pas suivi, faute de moyens. La production est restée stable dans 47% des cas cités (7% de plus que la moyenne nationale) et a augmenté dans 29% des cas.

Tableau 5.3
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des cultures
vivrières par les ménages ruraux de la zone cotonnière du centre Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Maïs	18,2	50,0	30,9	109	38,2
Haricot	17,7	62,9	19,4	62	21,5
Manioc	51,5	21,2	27,3	33	11,5
Igname	45,2	29,0	25,8	31	10,8
Arachide	9,1	81,8	9,1	22	7,6
Total	23,3	48,6	27,8	287	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 5.4
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production des cultures
vivrières par les ménages ruraux de la zone cotonnière du centre Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Maïs	19,4	27,8	52,8	109	37,8
Haricot	35,5	27,4	37,1	62	21,7
Manioc	12,1	24,2	63,6	33	11,5
Igname	19,4	35,5	45,2	31	10,8
Arachide	31,8	31,8	36,4	22	7,7
Total	23,8	29,4	46,9	287	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.5. Impact de la dévaluation sur la production de cultures de rente des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact modéré positif sur la production de cultures de rente. La rentabilité de ces cultures a augmenté (64% des citations, soit 12% de plus que la moyenne nationale), pour l'acajou et fait notable même pour le coton. Cette différence avec les autres zones peut s'expliquer par la position géographique de cette zone qui lui donne un accès plus facile et moins coûteux aux intrants nationaux et surtout importés du Nigeria. La production de coton a suivi la tendance à la hausse de la rentabilité. Par contre la quantité produite d'acajou n'a pas suivi, ce qui s'explique par la nature pérenne de cette culture.

Tableau 5.5
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des cultures
de rente par les ménages ruraux de la zone cotonnière du centre Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Coton	25,9	51,9	22,2	108	60,7
Acajou	4,5	90,9	4,5	22	12,4
Total	20,2	64,0	15,7	178	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 5.6
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production des cultures
de rente par les ménages ruraux de la zone cotonnière du centre Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Coton	19,6	46,7	33,6	107	60,5
Acajou	9,1	27,3	63,6	22	12,4
Total	18,1	48,6	33,3	177	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.6. Impact de la dévaluation sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact plutôt modéré sur les activités de transformation agro-alimentaire et clairement négatif sur la rentabilité.

Tableau 5.7

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone cotonnière du centre Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	65,4	25,9	8,6	81	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.7 Impact de la dévaluation sur les activités de commerce des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact modéré sur les activités de commerce et l'impact sur la rentabilité a été surtout à la baisse.

Tableau 5.8

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone de la zone cotonnière du centre Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	71,7	15,0	13,3	60	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.8 Impact de la dévaluation sur la solidarité communautaire des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact faible sur la solidarité communautaire. Peu de ménages ruraux ont reçu ou envoyé des aides ou des personnes suite à la dévaluation. Les envois d'aide sont à peine plus fréquents que les dons reçus (respectivement 13% et 10%). Les ménages ruraux ont accueilli un peu plus de personnes qu'ils en ont envoyé à l'extérieur (respectivement 7% et 3%).

Tableau 5.9
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la solidarité
communautaire des ménages ruraux de la zone cotonnière
du centre Bénin

	% des ménages	
	Oui	Non
Aide en argent ou en nature		
Appel à des aides d'autres personnes	10,2	89,8
Dons faits à d'autres personnes	13,0	87,0
Ni aides reçues, ni dons faits	79,9	20,1
Accueil de personnes		
Personnes envoyées ailleurs	3,1	96,9
Personnes accueillies venant d'ailleurs	6,8	93,2
Aucun parent envoyé ou accueilli	90,4	9,6

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

VI. ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE

6.1. Principes directeurs

1. Les orientations proposées touchent plusieurs domaines d'activité. Elles s'insèrent dans la perspective du PNUD en matière de Développement Humain Durable. Les orientations sont conçues dans une vision systémique et multidisciplinaire. Les dimensions autres que celles économiques identifiées lors de l'étude sur la perception de la pauvreté en milieu rural ont été aussi prises en compte dans la formulation des orientations. Ainsi, les aspects environnementaux, sociaux, politiques et culturels ont été intégrés. La pauvreté n'est pas seulement une affaire de la faiblesse du niveau des dépenses, mais aussi de manque d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, au marché, au crédit, à la technologie, à l'information, etc. Par conséquent, l'accès aux services sociaux de base a été analysé.

2. Les orientations proposées interviennent aux niveaux macro, meso et micro. L'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté supposent des actions concertées et des initiatives individuelles et collectives à tous les niveaux: le gouvernement central, les formes de gouvernement local, les donateurs, les ONG, les entrepreneurs privés, les groupements associatifs ou communautaires (coops, tontines, groupements villageois, etc.), les ménages ruraux. Les changements ne peuvent se réaliser de manière coercitive, mais par la formation, la participation et le dialogue en tenant compte des valeurs endogènes et des contraintes culturelles et culturelles des milieux.

3. Les orientations proposées concernent différents horizons temporels: le court, le moyen et le long termes. Dans tous les cas, il faut procéder avec des expériences pilotes à petite échelle pour tester et valider une intervention avant de l'appliquer au niveau de l'ensemble de la zone.

4. Ces trois principes directeurs sont intégrés au sein d'un cube d'orientation stratégique présenté à la figure 6.1.

5. Enfin les orientations proposées visent soit l'ensemble des ménages ruraux, soit sont ciblées sur les pauvres ou les femmes.

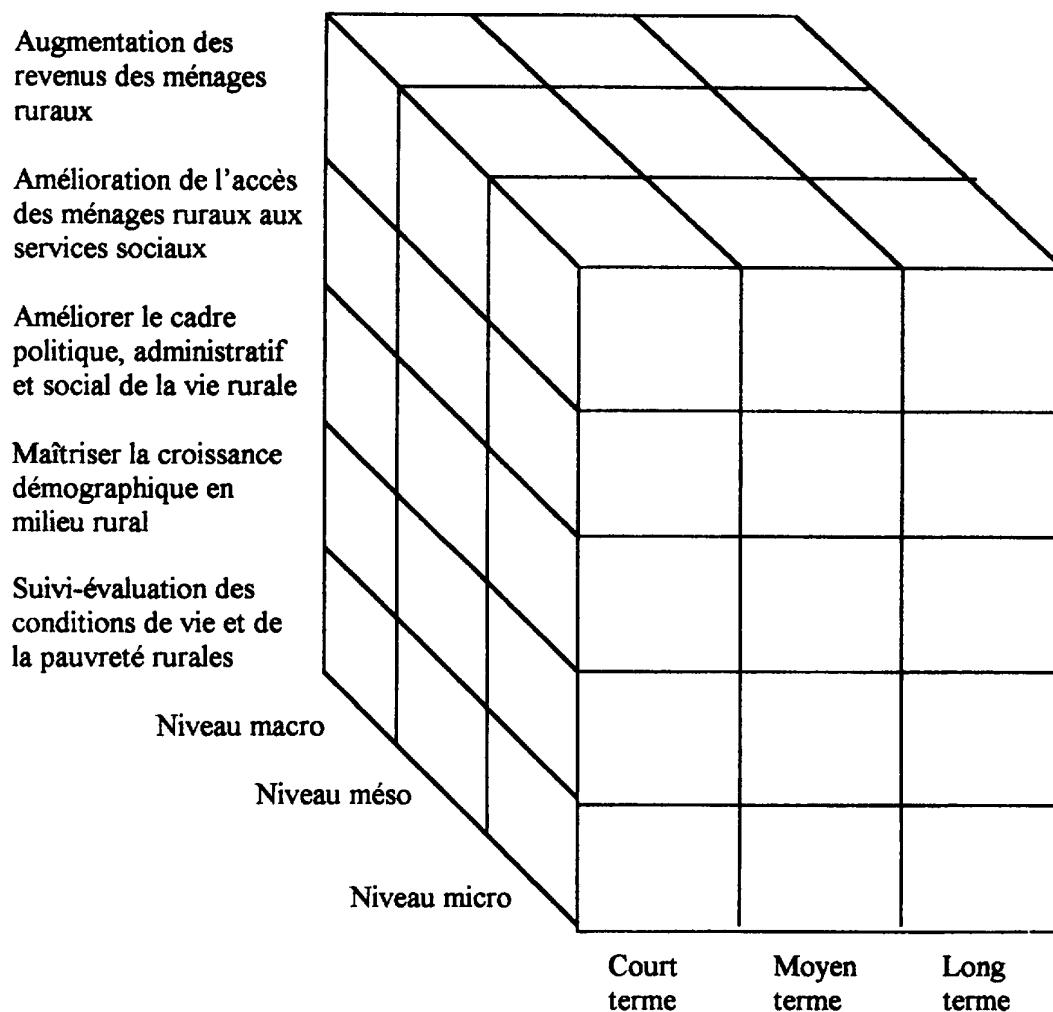
6.2 Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux

Premier axe d'intervention: les prix des équipements et des produits agricoles

Objectifs

- Améliorer la rentabilité des activités agricoles et donc les revenus agricoles
- Augmenter l'utilisation d'intrants agricoles (semences améliorées, engrais organique et chimique, compost, produits phyto-sanitaires) qui permet d'augmenter la productivité et de lutter contre l'appauvrissement des sols
- Augmenter l'accès aux équipements agricoles et de transformation agro-alimentaire qui augmentent la productivité et les revenus et réduisent la pénibilité du travail manuel

Figure 6.1: Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurales



Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Favoriser l'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur

L'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur apparaît comme la meilleure méthode pour améliorer la rentabilité des activités agricoles et l'utilisation accrue d'intrants. Pour le coton, il est relativement facile d'augmenter le prix au producteur et ainsi de lui faire plus bénéficier du doublement du prix dénominé en FCFA suite à la dévaluation.

Pour les autres cultures, outre les effets indirects dus à la dévaluation, l'Etat peut favoriser une hausse des prix au producteur par l'amélioration des performances des filières concernées, en particulier la recherche de débouchés accrus, l'augmentation de la concurrence aux différents niveaux des filières, la réduction des coûts de transaction formels et informels qui grèvent les coûts de

commercialisation, le développement des infrastructures de stockage villageois et la circulation de l'information sur les prix et les opportunités de vente et d'achat.

Mesures ciblées sur les pauvres

Favoriser l'achat d'équipements agricoles par les plus pauvres

Ne pas faire de dons, mais prendre en charge une partie de la mise de fonds initiale qui représente entre 10 et 20% du prix d'achat, le reste (80%) étant financé à crédit. Dans tous les cas, le producteur doit mettre une partie de la mise de fonds initiale, si minime soit-elle et la rentabilité de l'investissement en équipement agricole doit permettre de rembourser le crédit octroyé. On pourra suivant ce principe mettre à la disposition de ces ménages la ligne de crédit équipement du PDRI (Projet de Développement rural intégré) du CARDER Zou.

Deuxième axe d'intervention: le crédit rural

Objectif

Améliorer l'accès au crédit pour l'achat d'intrants agricoles et l'équipement agricole et de transformation agro-alimentaire, en particulier des pauvres:

- Le crédit intrants (type crédit de campagne) devrait stimuler l'utilisation des intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, semences sélectionnées) qui augmentera la productivité du sol (les rendements), la production et les revenus et contribuera à lutter contre l'appauvrissement des sols.
- Le crédit équipement agricole améliorera la productivité du sol et du travail et donc les revenus et réduira la pénibilité du travail agricole manuel.
- Le crédit équipement de transformation agro-alimentaire augmentera la productivité du travail féminin, réduira la pénibilité du travail des femmes, leur fera économiser du temps et peut indirectement contribuer à faciliter l'envoi des enfants, surtout des filles à l'école.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Renforcer le rôle des CLCAM

- Encourager la mise en place de CLCAM dans certaines localités de la zone pour rapprocher la CLCAM des ménages ruraux
- Adapter la conditionnalité de l'accès au crédit par les CLCAM: réduction du montant de cotisation pour être membre de la CLCAM, réduction du montant minimal de l'argent en compte, suppression du délai entre l'ouverture du compte et la possibilité de contracter un prêt
- Assouplir les types de prêt en termes de montant, d'échéance et de secteur d'activité des CLCAM
- S'assurer toujours de la viabilité de l'institution financière qui n'est pas une institution charitable
- Encourager le regroupement de producteurs hommes et femmes pour réunir la mise de fonds minimale et les garanties nécessaires pour l'obtention d'un prêt
- Dans la mesure du possible, utiliser de l'argent chaud pour renforcer le sens des responsabilités et la probabilité de remboursement des prêts
- Mener des campagnes de sensibilisation, d'information et de formation particulièrement auprès des femmes et des pauvres sur les services offerts par la CLCAM et les modalités d'accès au crédit

Développer le potentiel d'autres formes alternatives de crédit

Coopératives d'épargne et de crédit, tontines, banquiers itinérants, etc.

Mobiliser l'épargne locale

En particulier en libérant les taux d'intérêt des mutuelles

Mesures ciblées sur les pauvres

Réduire le taux d'intérêt de certains prêts aux plus pauvres

Les expériences menées dans d'autres pays ont montré la nocivité de subventions générales sur le taux d'intérêt qui rend le capital artificiellement peu cher, mène à son gaspillage, démobilise l'épargne et n'est pas soutenable à long terme par l'Etat une fois que le financement du bailleur de fonds s'est arrêté. Cependant des réductions légères peuvent être accordées pour des prêts contribuant directement et fortement à l'augmentation des revenus des plus pauvres.

Combiner le crédit avec des réductions du prix des intrants pour les pauvres dans des conditions très particulières

Des subventions sur les prix des intrants ne sont pas souhaitables pour ne pas fausser le système de prix et créer une mauvaise allocation de ressources. L'utilisation d'intrants produits par le paysan (engrais organique, compost) doit aussi être privilégiée. De plus elles ne sont pas vraiment possibles dans un contexte d'ajustement structurel. Cependant elles peuvent être envisagées dans des conditions particulières : des producteurs pauvres, localisés dans des zones à haut risque environnemental; des intrants qui contribuent directement à préserver les sols; une subvention limitée en importance et la plus ciblée possible pour limiter les coûts et éviter les effets de déperdition.

Troisième axe d'intervention: les infrastructures de transport rurales

Objectifs

- Désenclaver certaines zones rurales pour donner au producteur un meilleur accès au marché, d'une part pour avoir un meilleur accès aux intrants et d'autre part pour pouvoir mieux écouler les produits agricoles
- Réduire les coûts de transport et augmenter les revenus du producteur
- Augmenter les opportunités économiques des ménages ruraux
- Améliorer l'accès à certains services

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Construction, réfection et entretien de pistes et de ponts en milieu rural.

Il s'agit d'élargir et d'améliorer le réseau de voies secondaires et tertiaires pour les rattacher aux voies primaires (les grandes routes). Selon le degré de pauvreté de la zone, les ménages ruraux auront à assumer une plus ou moins grande partie de ces coûts. Dans ce cadre l'activité de certaines ONG comme le CBDIBA qui a ouvert et refectonné 22 km de pistes et construit 13 ouvrages de franchissement mérite d'être encouragée.

Quatrième axe d'intervention : l'aide alimentaire aux très pauvres

Objectifs

- S'assurer d'une couverture minimale des besoins essentiels en cas d'urgence
- Lutter contre la malnutrition dans des groupes à risque: femmes enceintes et allaitantes, enfants en bas âge et vieillards

Mesures ciblées sur les pauvres

Distribution de vivres PAM dans des écoles et des centres de santé primaires en échange de l'amélioration des pratiques nutritionnelles par les mères

Figure 6.2: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro			
Niveau méso	<p>Hausse des prix des produits agricoles au producteur</p> <p>Renforcer le rôle des CLCAM dans le crédit</p>	<p>Construction et entretien de voies rurales</p> <p>Développer formes alternatives de crédit</p> <p>Mobiliser l'épargne locale</p>	<p>Construction et entretien de voies rurales</p>
Niveau micro	<p>Réduction du prix des intrants aux pauvres sous condition.</p> <p>Favoriser l'achat d'équipement agricole par les plus pauvres sous condition.</p> <p>Ententes entre éleveurs et agriculteurs sur droits de transhumance du bétail</p> <p>Aide alimentaire contre travail aux plus pauvres</p> <p>Réduire le taux d'intérêt de certains prêts</p>	<p>Aide alimentaire pour groupes à risque sous condition.</p>	

6.3 Deuxième domaine d'intervention : l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux

Premier axe d'intervention : la santé

Objectifs

- Améliorer l'accès aux soins de santé, en particulier des plus pauvres
- Améliorer la qualité des soins fournis
- Améliorer l'état sanitaire de la population rurale
- Lutter de façon efficace contre la malnutrition chronique
- Privilégier la médecine préventive par rapport à la médecine curative

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Financer et organiser une campagne nationale d'IEC

Campagne d'Information, d'Education et de Communication sur la prévention des principales maladies (ex: mesures d'hygiène, allaitement au sein exclusif des bébés jusqu'à six mois), sur le traitement de maladies courantes (ex: TRO), intérêt de la vaccination et son suivi, méfaits de l'automédication.

Equiper correctement les centres de soins primaires en milieu rural

Réorienter une partie du budget de la santé des zones urbaines vers les zones rurales, en particulier pour fournir les équipements et le matériel nécessaires aux Unités villageoises de santé, aux Complexes communaux de santé et aux maternités dans le contexte de la mise en place de zones sanitaires.

Favoriser l'émergence de nouveaux centres de soins primaires

A partir d'initiatives privées et communautaires. Par exemple les cliniques coopératives.

Améliorer la formation des agents de santé primaires

En particulier les matrones et les secouristes des UVS et les infirmières des CCS.

Mettre en place au niveau national un système d'information à base communautaire

A partir de l'expérience pilote menée par le Ministère de la santé et l'UNICEF dans 20 villages du Zou, dix villages du Borgou et dix villages de l'Atacora, mettre en place un SIBC pour permettre entre autres un suivi de la croissance des enfants et un suivi de la prévalence de certaines maladies. La participation active de la population permet de réduire considérablement les coûts et d'augmenter le niveau de conscience de la population par rapport aux questions sanitaires et nutritionnelles.

Mesures ciblées sur les pauvres

Encourager l'achat de moustiquaires par les pauvres

L'utilisation de moustiquaires permettrait de réduire considérablement et à faible coût le paludisme, maladie endémique en milieu rural qui entraîne des souffrances, affaiblit la personne et la rend plus

susceptible d'attraper d'autres maladies parfois mortelles et enfin réduit la productivité du travail. Une campagne nationale de sensibilisation des populations à l'achat, à l'utilisation et aux bienfaits des moustiquaires soutenue par le slogan "Un béninois en santé couche sous une moustiquaire" serait nécessaire. On pourra encourager la fabrication nationale des moustiquaires (créant ainsi de l'emploi) et la vente à prix très réduit des moustiquaires.

Deuxième axe d'intervention : l'éducation

Objectifs

- Améliorer l'accès à l'éducation, en particulier des pauvres et des filles
- Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation
- Améliorer le niveau d'éducation de la population rurale
- Privilégier l'éducation primaire et professionnelle par rapport à l'éducation générale de niveaux secondaire et supérieur en milieu rural

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Revoir le contenu des programmes

Privilégier l'apprentissage de connaissances fondamentales (français, calcul) et appliquées (techniques agricoles, techniques de transformation agro-alimentaire, hygiène, nutrition, santé, etc.). La langue d'enseignement devrait rester le français, seule langue de communication entre les nombreuses ethnies du pays et langue de l'administration et des bailleurs de fonds. Cependant la transition de la langue nationale au français devrait être progressive en première année.

Intensifier le programme national d'alphabétisation fonctionnelle

Ce programme devrait permettre d'alphabétiser le maximum d'adultes et de leur donner un minimum de connaissances appliquées utiles pour leur milieu de vie.

Mesures ciblées sur les pauvres

Réduire les coûts de la scolarisation des enfants des ménages pauvres

L'Etat devra étendre son programme d'éducation primaire gratuite aux garçons des ménages ruraux en général et en particulier ceux des ménages pauvres. L'Etat devra fournir du matériel scolaire et oeuvrer pour la suppression de l'uniforme kaki en milieu rural.

Figure 6.3: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC en pratiques sanitaires	Mise en place au niveau national d'un système d'information sanitaire à base communautaire	Revoir le contenu des programmes à l'école Programme national d'alphabétisation fonctionnelle
Niveau méso	Réduire les coûts de scolarisation des pauvres sous condition	Equiper les centres de santé primaire Formation des agents de santé primaire Favoriser l'émergence de nouveaux centres de santé primaires.	
Niveau micro	Expérience pilote de fabrication et de vente de moustiquaires à prix subventionnés réduits aux pauvres	Si expérience pilote concluante, programme national de subvention de moustiquaires pour les pauvres.	

6.4 Troisième domaine d'intervention : Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale

Premier axe d'intervention: Décentraliser la prise de décision publique

Objectif

- Rapprocher l'administration des ménages ruraux à la base
- Répondre mieux et plus vite aux besoins spécifiques de chaque communauté rurale

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Réforme administrative

Augmenter les pouvoirs de prise de décision et de dépenses aux collectivités locales

Réforme de la fiscalité

Transfert correspondant de ressources financières du niveau central vers les niveaux locaux

Actions de formation et d'information

Formation des agents de la fonction publique à leurs nouveaux pouvoirs et responsabilités et information des populations rurales quant au nouveau fonctionnement des pouvoirs publics

Deuxième axe d'intervention : Favoriser l'implication communautaire et individuelle des acteurs de la société civile dans la vie politique et sociale

Objectifs

- Mieux refléter les points de vue des acteurs de la société civile dans les prises de décision
- Bénéficier de leurs initiatives individuelles et collectives, base du développement.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile aux instances de gouvernement locales

Election de représentants

Encourager les initiatives locales

Qu'elles soient individuelles (secteur privé) ou collectives (associations de producteurs, de femmes, coopératives) par des petits financements

Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales

Il s'agit d'organiser des tables rondes régionales comme mécanisme de concertation entre l'Etat, et les principaux acteurs de la société civile concernés par un secteur (santé, éducation, crédit, etc.) ou une filière stratégique dans le but d'échanger de l'information, des points de vue et des propositions d'amélioration des performances du secteur ou de la filière étudiés.

Troisième axe d'intervention: améliorer les services publics en milieu rural

Objectifs

- Améliorer la disponibilité des services publics
- Augmenter la qualité de ces services
- Réduire le coût de ces services

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

A titre d'exemple, prenons les services vétérinaires.

Construction de centres de vente de produits vétérinaires dans les zones d'élevage qui en manquent

Financement et organisation de campagnes de vaccination

Revalorisation des salaires et intéressement financier du personnel des services vétérinaires

Pourcentage de leur salaire selon la performance collective du service vétérinaire et la performance individuelle (critères techniques et degré de satisfaction de la clientèle. Cette réforme suppose au préalable une bonne campagne d'explication de l'approche client et de formation auprès du personnel et des bénéficiaires.

Figure 6.4: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro		Réforme administrative Réforme fiscale Revalorisation des salaires et intéressement financier des agents de l'Etat Formation des agents de l'Etat et information de la population	
Niveau méso		Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales.	
Niveau micro		Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile dans les instances locales Encourager les initiatives locales	Amélioration de la disponibilité, de la qualité des services publics et réduction de leur coût

6.5. Quatrième domaine d'intervention : la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural

Axe d'intervention : Mettre en place un système d'information sur la parenté responsable

Objectifs

- Permettre aux parents de prendre d'un commun accord une décision volontaire et éclairée sur le nombre d'enfants qu'ils souhaitent
- Maintenir un équilibre entre la population et la base de ressources naturelles dans une perspective de développement durable et de pérennisation des bienfaits des autres actions entreprises pour améliorer les conditions de vie rurales.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Campagne IEC

Mettre en place une campagne IEC sur la parenté responsable, sur les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

Disponibilité de services publics

Rendre disponible aux personnes qui le souhaitent les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

Mise en place d'une politique familiale

Finalisation d'un code de la famille qui respecte les traditions culturelles dans la mesure où elles vont dans le sens de la reconnaissance des droits universels des femmes tels que reconnus à la conférence de Beijing de 1995.

Figure 6.5: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC sur la parenté responsable	Mise en place d'une politique familiale	
Niveau méso			
Niveau micro		Disponibilité de services publics pour mettre en application la parenté responsable	